



Et vous ? À quoi pensez-vous qui n'est pas identique à ce que vous êtes en train de lire mais qui entretient pourtant un rapport, peut être difficilement formulable, avec ceci ? Si rien ne fait écho, ce livre vous tombera sans doute des mains.

Myriam Suchet – INDISCIPLINE ! – 2016, édition NotaBene

PARTIE VI :
LA CONSTRUCTION D'UNE
« SOCIOLOGIE DE L'INTERIEUR »
(2010- 2017)

Chapitre I : Des initiatives de quartier aux *Fabriques de sociologie* (2010-2013)

I.A - Introduction

La période relatée dans cette sixième partie de la thèse s'ouvre en 2010. Les premières expériences, qui ont participé à la construction d'une « sociologie de l'intérieur », coïncident avec les dernières étapes de recherche théoriques décrites dans la partie précédente.

Pour mémoire, la réalisation de l'enquête sur le thème des « relations de voisinage » s'est achevée en janvier 2010. Les derniers travaux d'analyse ont été réalisés au cours des mois suivants, en vue de la restitution des résultats qui a eu lieu au début du mois d'avril. Une des étapes de recherche (Etape 6) s'est déroulée durant cette même période du premier trimestre 2010⁵¹². La dernière (Etape 7) a eu lieu en avril 2012⁵¹³. Celle-ci a permis de faire aboutir le *Modèle Méta* tel qu'il a été présenté dans la seconde partie de la thèse⁵¹⁴.

1) *Les initiatives de recherche-intervention*

Les deux années qui séparent ces phases de recherche ont été consacrées aux activités qui seront décrites dans le présent chapitre :

- Un projet d'animation artistique intitulé « *Dédaldïlo* », mené avec les habitants du quartier de la ZAC Basilique de Saint-Denis, et réalisé de mai à juillet 2010, et à la même période de l'année suivante pour la seconde édition [cf. I.B -p. 496].
- Des journées d'études « *Recherche et intervention sociale* », organisées en avril 2011 en Mairie de Saint-Denis, impliquant des étudiants et doctorants, des acteurs du quartier impliqués dans Ces journées ont donné lieu à des recherches portant sur la

⁵¹² Voir plus haut (Partie V, p. 456).

⁵¹³ A l'exception de deux courtes phases de travail, intervenues en juillet 2010 et au début de l'année 2013. Voir plus haut (Partie V, p. 480).

⁵¹⁴ Voir la présentation du *Modèle méta*, (Partie II, p. 92) ; et « la schématisation des niveaux logiques » (p. 85).

posture du chercheur ou de l'intervenant, dans sa relation au « terrain » et aux personnes qui y sont impliquées [cf. I.C - p. 502].

- L'élaboration du séminaire de recherche « *Les Fabriques de sociologie : pratiques et modes de production des recherches en situation d'expérimentation sociale* », que j'ai initié à l'automne 2011, avec Pascal Nicolas-Le Strat, et dont la journée inaugurale s'est tenue le 14 janvier 2012, au Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis⁵¹⁵ [cf. I.D - p. 510].

- Une expérience de « retournement de sens ». Celle-ci a consisté à appliquer les résultats des travaux réalisés sur les thèmes de la « propreté » et de la « sécurité », à une situation qui s'est présentée au début de l'année 2012, dans le cadre de mes activités associatives [cf. I.E - p. 510].

- Les débats intervenus au cours des secondes rencontres des *Fabriques de sociologie*, qui ont eu lieu à Rennes en juillet 2012, m'ont incitée à mener des recherches portant sur ma position dans le cadre de mes différentes activités. Ces travaux m'ont permis de faire évoluer le regard que je portais jusque-là sur mes propres activités et de considérer que, hors des situations formelles de recherche, je me situais néanmoins dans une « posture de recherche » [cf. I.F -, p. 519].

2) Les origines des « Fabriques » : des enjeux toujours présents

Au début de l'année 2013, j'ai rédigé un texte intitulé « *Chroniques des Fabriques* », qui rapporte les étapes de la création du séminaire de recherche et ses premiers mois d'activité, de septembre 2011 à janvier 2013 [Bodineau, 2013]⁵¹⁶. Ce texte, qui sera largement cité dans les paragraphes qui suivent, retrace l'historique du séminaire qui repose sur les enjeux ayant motivés le projet *Dédaldïlo*, c'est-à-dire la volonté d'enclencher « une nouvelle dynamique collective à l'échelle du quartier » permettant aux acteurs associatifs de retrouver des moyens d'action pour faire face aux difficultés rencontrées à cette période.

⁵¹⁵ Pour mémoire Pascal Nicolas-Le Strat était maître de conférences en sciences politiques à l'Université Montpellier 3, à cette période, et actuellement professeur en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, depuis septembre 2015.

⁵¹⁶ Les documents relatifs aux initiatives mentionnées ci-dessus, figurent en annexe du texte *Chroniques des Fabriques* [p. 65-76]

Ces enjeux étaient toujours présents, au moment où j’achevais la rédaction de ce texte en avril 2013, comme en témoigne les extraits reproduits plus loin (Chapitre II, p. 542). Je les ai également retrouvés sur ma table de travail, à la fin de l’été 2016, au moment de poursuivre l’analyse des conclusions de l’enquête sur le thème des « relations de voisinage », à l’aide du *Modèle méta*.

Ces analyses ont confirmé l’intérêt de déconstruire des expressions telles que « sécurité » ou « insécurité » et la nécessité de recourir au langage courant, pour accéder au sens que les acteurs sociaux accordent aux situations de leur vie quotidienne. Comme on le verra, la notion d’« insécurité » dissimule opportunément un « conflit indicible » qui heurte les idéaux de « mixité sociale ».

Ces travaux sont venus alimenter mes réflexions sur l’actualité de la situation de mon quartier, et sur la possibilité de poursuivre mon engagement dans des initiatives collectives. Car en effet, depuis la réalisation de l’enquête en 2010, la situation dans mon immeuble a évolué, confrontant les habitants aux mêmes difficultés que celles des habitants du quartier parisien de la Porte d’Orléans. C’est la raison pour laquelle j’ai choisi d’exposer ces analyses dans le cadre des présents chapitres, consacrés à la construction d’une « sociologie de l’intérieur ».

Le second chapitre comportera donc :

- Les analyses résultant de l’application du *Modèle méta* aux résultats de l’enquête sur les « relations de voisinage » [cf. II.A - p. 526].
- Les réflexions que celles-ci m’ont inspirée à propos de la situation de mon quartier d’habitation, envisageant la recherche comme perspective et condition de mon engagement social [cf. II.B - p. 545].
- Les dispositifs de recherche-action-crédation mis en œuvre dans le cadre du Master « Sciences de l’éducation » de l’Université de Paris 8, au cours des années 2012 à 2017 [cf. II.C - p. 551].

I.B - L'engagement dans une action de quartier (2010)

Cette initiative constitue la première opération de cette ampleur réalisée dans le cadre associatif, et parce qu'il forme le socle des rapprochements plus formels que je réaliserai par la suite, entre mes différents domaines d'activités. Il me donnera également l'occasion de formuler plus explicitement les réflexions issues des expériences antérieures et me permettra d'engager un travail de conceptualisation portant sur les questions de la « posture » du chercheur et/ou de l'acteur social, et de leur rapport à leur terrain de recherche ou d'intervention.

I.B.1. Une manifestation festive et artistique : Dédaldïlo

Le projet a été initié en 2010 par l'*Amicale des Arbalétriers*, l'association des locataires de mon lieu de résidence, l'îlot 9 de la « ZAC Basilique », que j'ai présentée précédemment (cf. Partie III, p 121)⁵¹⁷. Il a été réalisé par un groupe d'habitants, avec l'aide des artistes d'*Histoires de Sons* et du *Théâtre d'Or*, membres du Collectif associatif animant des ateliers dans le quartier (cf. p. 124).

Il prévoyait d'organiser une « déambulation sonore et vocale » au travers des rues du quartier et des espaces communs des immeubles, dénommés « îlots ». Des « escalas », aménagées tout au long du parcours, offrait un espace aux spectacles et animations proposées par différentes associations du quartier. Pour une partie de ces îlots, les habitations sont situées à l'étage sur des « dalles » reliées entre elles par des passerelles, le rez-de-chaussée étant occupé par une galerie commerciale. L'idée d'une déambulation sur ces dalles a inspiré aux artistes le nom de *Dédaldïlo*.

La déambulation a été préparée durant les mois de mai et juin, au cours d'ateliers baptisés : « construc'chars », « habill'costumes » et « pancart'mots », réunissant des adultes et des enfants. Les deux éditions de la manifestation ont eu lieu au début des mois de juillet 2010 et 2011.

Le projet est né des réflexions portant sur l'inscription des activités associatives dans la vie du quartier. L'Amicale ne parvenait pas à mobiliser les habitants au-delà

⁵¹⁷ *Au bord du tram*, association des locataires d'un immeuble voisin, s'est associée au projet au cours de la seconde édition.

d'un cercle « d'actifs » relativement restreint, et les relations entre les adultes et les enfants, ou les adolescents, étaient parfois tendues. Le contexte de cette initiative a été exposés dans un document rédigé en novembre 2010, présentant le projet de l'édition 2011 et le bilan de l'édition précédente, dont sont issus les paragraphes qui suivent [Bodineau, 2013, annexe 1 - p. 65-70].

1) Le contexte du quartier : inquiétude et découragement

La situation du quartier peut se résumer, à grands traits, de la façon suivante. A sa construction, il a accueilli de nombreuses familles de catégorie dite « moyenne », attirées par sa situation géographique et l'originalité de son architecture. Parmi elles, des militants de mouvements politiques ou associatifs désireux de s'engager dans la vie sociale du quartier. Des Amicales de locataires se sont rapidement constituées dans chaque îlot.

Puis, en raison du départ des premiers occupants, de l'affaiblissement des mouvements collectifs, des difficultés liées à des problèmes de délinquance, de cohabitation des générations, de l'appauvrissement des familles des classes populaires, et du vieillissement rapide des immeubles, le quartier, vingt-cinq ans plus tard, a largement perdu de son attractivité et de son dynamisme. Beaucoup « d'anciens » se sentent épuisés et les nouveaux arrivants ne prennent guère la relève. C'est dans ce contexte que l'Amicale des Arbalétriers (îlot 9), une des associations de locataires encore actives dans le quartier, a pris l'initiative du projet.

Le sentiment des membres de l'Amicale était que, malgré des épisodes difficiles, une certaine qualité des relations sociales s'était maintenue. Or dernièrement, la rotation des habitants s'est accélérée, les appartements disponibles accueillant de plus grandes familles que les précédentes et dans des situations sociales plus précaires.

Au printemps 2010, à la faveur des beaux jours, les espaces communs sont devenus le terrain de jeu d'un très grand nombre d'enfants et d'adolescents, pour la plupart inconnus des habitants. Le bruit permanent, en journée et tard dans la soirée, les débris répandus, la casse fréquente de vitres, portes et autre équipement, ont rapidement porté le quotidien à la limite du vivable.

Le plus inquiétant, pour les membres de l'Amicale, était de constater qu'ils ne parvenaient pas à intervenir auprès des enfants, comme ils l'avaient fait avec les générations précédentes. Le manque de relation entre adultes semblait offrir aux plus jeunes des espaces libres de toute contrainte. Les jeux les plus dangereux pouvaient se dérouler sous les fenêtres des habitants, le risque que les parents en soient informés étant écarté.

L'inquiétude et le découragement ont gagné les membres les plus actifs de l'Amicale. Les fondations de leur patient travail semblaient réduites à néant. Il leur restait à choisir entre renoncer, quitter le quartier peut-être, et « recommencer à zéro », dans des conditions qui leur semblaient plus difficiles que par le passé.

2) Les enjeux: inverser la spirale négative

« Recommencer » signifie en effet, trouver d'autres modes de fonctionnement, plus en phase avec les habitants d'aujourd'hui, mettre en doute ce qui semblait acquis, reconstruire un noyau de relation, faire des expériences, accepter les erreurs. Encore fallait-il en avoir et l'envie et la force. Dédaldilo, démarrant concrètement en mai, est arrivé à point nommé. La préparation de la manifestation a constitué un support précieux pour dépasser cette étape et s'engager dans une nouvelle démarche.

L'enjeu de Dédaldilo est d'enclencher une nouvelle dynamique collective à l'échelle du quartier, et de susciter des initiatives de la part des habitants, dans le cadre d'un moment festif, mais aussi à d'autres occasions au cours de l'année.

Le succès de la manifestation, et ses effets positifs sur les relations entre adultes et enfants, ont convaincu les personnes engagées dans ce projet qu'il est encore possible d'enrayer la spirale négative à l'œuvre dans le quartier. Mais il leur paraît crucial que cette seconde édition apporte des avancées significatives. L'équipe actuelle n'aura pas la force de renouveler son investissement durablement. L'élan créé par la première édition est un atout dont il faut profiter aujourd'hui. Aussi espèrent-elle convaincre ses partenaires de la nécessité de concentrer leurs efforts pour la mise en œuvre de l'édition 2011 [p. 65-66].

I.B.2. Changer le mode d'intervention des associations

L'idée, selon laquelle les activités menées au sein du local associatif contribueraient à la vie sociale de l'immeuble et du quartier, ne s'était pas confirmée. Très peu d'habitants du quartier y participaient et les ateliers se déroulaient finalement à huis clos. Le fait que le local ait été fracturé à plusieurs reprises, vraisemblablement par de jeunes adolescents du quartier, nous avait permis de réaliser que celui-ci, que nous envisagions comme un espace ouvert, était peut-être vécu comme étant « confisqué » par les associations.

Les expériences réalisées par la suite semblaient confirmer la nécessité de l'ouvrir davantage aux habitants de l'immeuble. Il a accueilli les fêtes familiales, durant le week-end, des goûters ont été organisés avec les femmes, qui ont facilité les relations avec les enfants. Une animation pour les enfants a été organisée par l'Amicale et les associations membres du Collectif, à l'occasion du repas annuel de l'îlot 9.

Par ailleurs, l'association *Histoires de Sons*, membre du Collectif, menait depuis quelques années un projet culturel à destination des enfants du quartier, soutenu par les services culturels de la Ville de Saint-Denis. Le projet consistait à réaliser un spectacle, avec des enfants de familles immigrées installées récemment dans le quartier, à partir des histoires que les enfants se faisaient raconter par leurs parents. Les responsables des services culturels et de la « démarche-quartier » du centre ville, avaient souhaité que le projet soit davantage inscrit dans la vie du quartier, le recrutement des enfants posant en effet quelques difficultés. Les artistes de l'association m'ont sollicitée afin de faire évoluer leur travail dans ce sens.

Pour ma part, compte tenu de la disparition des associations de locataires des immeubles du quartier, j'estimais qu'il était nécessaire d'élargir le champ d'activité de notre association au delà des limites de notre « îlot ». J'ai donc saisi cette opportunité pour engager une démarche dans ce sens.

1) Rendre l'initiative aux habitants

L'équipe du projet *Dédaldïlo* défendait l'idée de « rendre l'initiative aux habitants », en constatant que : « les opérations menées par les intervenants culturels et sociaux,

sont le plus souvent conçus “pour” un public donné, et rarement “avec” ou “en soutien à”, si bien qu’ils n’ont pas l’impact souhaité sur la dynamique sociale ». Les objectifs ont été formulés comme suit : créer des relations de voisinage, entre adultes et adultes/enfants, à l’intérieur des « îlots », et entre eux ; investir les espaces des immeubles, aujourd’hui dégradés et désertés par les adultes ; réactiver les forces associatives du quartier ; développer de nouveaux modes de collaboration avec les acteurs professionnels, permettant de redonner l’initiative aux habitants [p. 65].

On a vu précédemment, que les premières années d’apprentissages m’avaient permis de modifier ma conception de l’intervention associative et de revendiquer la pertinence du savoir profane (cf. Partie IV, p. 280). J’ai rapporté également les expériences qui m’ont fait prendre conscience du fait que les initiatives des services municipaux imposaient en quelque sorte leur propre cadre de référence, celui n’étant « ni explicite, ni interrogeable », et ne parvenaient pas à intervenir dans les relations sociales de proximité⁵¹⁸. Les difficultés, évoquées ci-dessus, que l’association *Histoire de Sons* pour entrer en contact avec les familles du quartier, me semblaient révélatrice du fonctionnement des projets sociaux ou culturels, élaboré hors du contexte de leur réalisation. Je considérais donc à présent que, pour que les interventions aient un réel impact sur les difficultés rencontrées, il fallait que les habitants s’engagent eux-mêmes dans des actions.

2) Un bilan positif

Le bilan de l’édition 2010 de l’opération *Dédaldïlo* a conforté la pertinence de cette démarche :

Ce défilé tonitruant a été partout bien accueilli. [...] Dans un contexte ouvert, chaleureux, confiant, les tensions s’estompent et les rencontres sont possibles.

⁵¹⁸ « [...] les enquêtes et les premières étapes d’élaboration théorique m’avaient permis de mesurer à quel point la perception des réalités peut être différente, selon que l’on se place du point de vue des acteurs ou du point de vue des institutions qui interviennent de différentes manières dans la vie de ces acteurs. La difficulté ne réside pas dans cet écart lui-même, qui s’explique aisément par la différence des positions des uns et des autres, face à ces réalités. Elle réside dans la méconnaissance ou la négation, par les divers intervenants, de cet écart et de ses conséquences. C’est donc la « vision du monde » des intervenants institutionnels qui s’impose en toute circonstance, et qui justifie les formes de l’action publique. La « participation » qui est proposée aux acteurs est une invitation à partager cette « vision du monde ». Toute tentative de s’en extraire est vécue comme une contestation, une opposition à la collaboration « constructive » proposée » [Bodineau, 2013, p. 33-34].

Le regard des uns sur les autres a notablement changé. Au cours des semaines suivantes, les adultes ont pu constater l'amélioration de la relation avec les enfants. Il est possible d'avancer que le succès de la journée est en rapport avec la démarche des organisateurs, dont le but était de proposer un temps de rencontre, sans intention « d'éduquer », de « socialiser », de « cadrer », ou d'apporter quoi que ce soit dont la population locale serait dépourvue. Il convient en effet de s'interroger sur le sens des interventions à caractère culturel ou social, qui visent à « intégrer » des personnes dans un « cadre », rarement explicite et le plus souvent fixé sans elles. [...] La démarche de *Dédaldilo* est plutôt « d'inverser la donne ». C'est en se risquant hors de leur propre « cadre », que les organisateurs ont pu faire une place au « cadre des autres », et proposer un espace ouvert aux rencontres [p. 68].

Ce bilan positif a permis de poursuivre les réflexions sur la question du travail bénévole ou professionnel, et de proposer un statut « d'intervenant local » :

La mise en œuvre d'une telle manifestation impose des contraintes, équivalentes à celles d'une activité professionnelle.

[...] *Dédaldilo* a mis en évidence le besoin de prendre en compte des fonctions situées à « l'intermédiaire » du champ des activités bénévoles et du champ professionnel. Il s'agit de fonctions qui incombent à des gens « du cru », impliqués dans le tissu local, et qui nécessitent un engagement de caractère professionnel. La limite de ces champs d'intervention n'est pas facile à déterminer, et la mise en application de ces réflexions ouvrira certainement de nombreuses questions. Mais le fait de révéler des interrogations qui émergent de l'action de terrain est un des axes centraux du projet [p. 69].

Comme je le mentionnerai plus loin, *Dédaldilo* ne connaîtra pas de suite, faute de financements suffisants⁵¹⁹. La perspective de réduire le projet à l'organisation d'une journée festive, sans renouveler les temps d'ateliers préparatoires ne m'a pas convaincue. J'estimais que cela revenait à nier le sens de notre propre démarche.

⁵¹⁹ Voir plus bas, (p. 546) ; pour plus amples détails, voir *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013, p. 7-9] – L'édition 2011 avait bénéficié d'un budget de vingt-deux mille euros, en raison d'un apport de seize mille euros de la fondation Vinci. Celle-ci avait proposé à la Ville de Saint-Denis de solliciter des associations pour répondre à son appel à projet « *Cité solidaire* ». Cet apport n'étant pas reconductible, le budget d'une prochaine édition aurait été amputé d'autant.

3) De l'action associative à l'expérimentation sociale

En présentant les deux éditions de la manifestation, j'ai quelque peu anticipé sur la chronologie des événements de cette période des années 2010 et 2011. A la fin de l'année 2010, je me suis en effet engagée dans la préparation de journées d'études, exposées ci-après, en collaboration avec des doctorants du Laboratoire Expérice de l'Université de Paris 8. Elles ont eu lieu en avril 2011, juste avant la mise en route de la seconde édition de *Dédaldilo*. C'est au cours de l'élaboration de ces journées, dont l'équipe du quartier était partie-prenante, que nous avons pu prendre conscience de la portée de notre initiative en termes d'« expérimentation sociale »⁵²⁰.

I.C - Les journées d'étude « Recherche et intervention sociale » (2011)

I.C.1. Une réflexion entre acteurs et chercheurs

Comme je l'indique dans le texte qui suit, les journées d'études avaient pour objectif d'inviter des chercheurs, des acteurs associatifs et professionnels, à mener ensemble une réflexion sur leurs pratiques et leurs rapport à leurs « terrains » d'intervention [Bodineau, 2013, p. 6] :

Au travers de cette initiative, je poursuivais plusieurs objectifs : proposer un projet collectif aux doctorants des sciences de l'éducation de l'Université Paris 8, membres du Laboratoire *Expérice* ; travailler la problématique de ma trajectoire de recherche (l'articulation entre la recherche théorique, la recherche de terrain et les expériences associatives) ; inviter des chercheurs et acteurs, professionnels ou militants, à questionner ensemble leurs pratiques et leurs rapports aux acteurs sociaux présents sur leurs terrains d'activité ; créer une occasion de collaboration entre l'Université et la Ville de Saint-Denis.

⁵²⁰ J'ai adopté cette expression un peu plus tard, à la lecture des textes de Pascal Nicolas-Le Strat, au moment de mes premiers contact avec lui en vue de l'élaboration du projet *des Fabriques de Sociologie* [cf. Bodineau, 2013, p. 10].

Sous le titre : *Recherche et intervention sociale : où se situe le chercheur, où se cache le citoyen ?*, la manifestation, organisée en Mairie de Saint-Denis les 1^{er} et 2 avril 2011, a proposé de débattre autour de trois thèmes⁵²¹ :

- Praticiens-chercheurs : qu'est-ce qui caractérise la « posture » du chercheur ? Dans quelles conditions peut-on en faire l'apprentissage ?
- Recherche et enjeux sociaux : comment la recherche s'inscrit-elle dans la commande sociale ?
- La compétence sociale des usagers et des citoyens : experts du « dedans » et du « dehors », qui est compétent ? Collaboration ou conflit ?

L'équipe de l'opération *Dédaldilo* a participé aux rencontres et les artistes ont contribué à l'animation de la soirée conviviale organisée en collaboration avec le collectif du *60 Adada* (collectif d'artistes plasticiens), sous le titre : *Adada accueille Paris 8*. Cette participation a marqué une première étape, vers la prise en considération par l'équipe de la dimension d'expérimentation artistique et sociale de son initiative

I.C.2. L'implication sociale du chercheur

Au moment de la préparation des journées d'étude, mon objectif professionnel était de développer des activités de consultante. Je cherchais le moyen de mettre à profit mon travail de recherche et mon expérience associative, pour développer des projets professionnels. A l'occasion des séminaires de recherche auxquels je participais, je me suis rendue compte que j'intervenais dans les débats, plus souvent au titre de mes expériences personnelles et associatives, qu'au titre de mes travaux de recherche. Cela m'embarrassait quelque peu, parce que je ressentais des difficultés à me situer en tant que chercheuse. Mais, dans le même temps, je mesurais que mon expérience apportait des éléments d'analyse pertinents, qui retenait souvent l'attention des participants. Je souhaitais donc formuler plus clairement l'articulation de ces différentes activités, expériences et connaissances.

C'est à partir des analyses exposées ci-dessous, proposées au groupe des étudiants et doctorants investis dans la préparation des journées d'études, que le programme de la

⁵²¹ Voir le programme des journées [Bodineau, 2013, annexe 2 - p. 71-72].

journée a été élaboré. J'ai présentée ces analyses au cours de mon exposé d'introduction des journées. Cette initiative a été la première expérience de « mélange des genres » entre mes activités universitaires et associatives. Elle m'a donné l'occasion de formuler les questions qui ont fondé la création du projet *Dédaldilo* (voir ci-dessous), et préfigurait, sans que je le sache encore, la mise en place des *Fabriques de sociologie dyonisiennes*.

1) Le schéma des « triangles »

Selon ma pratique habituelle, j'ai mené cette réflexion en élaborant différents schémas. J'ai tracé un premier schéma, sous forme de triangle qui représentait « *la pratique de la recherche* ». Il comportait : au sommet, la recherche ; à l'angle gauche, les enquêtes de terrain (activités professionnelles) ; à l'angle droit, la dimension personnelle (l'implication sociale, les activités associatives). J'ai tracé ensuite une seconde version, permettant de représenter à la fois la problématique de la recherche et celle des situations d'intervention [cf. Bodineau, 2013, annexe 4 - p. 75-76].

Comme le montre la figure ci-dessous, ce schéma représente : au sommet, la théorie (champ conceptuel, principes qui sous-tendent l'action) ; à l'angle gauche, le terrain (lieu de la mise en pratique, et lieu du « public destinataire » de l'action) ; à l'angle droit, l'acteur-chercheur (son expérience son implication). Puis j'ai développé ces pistes de réflexions, en considérant que ces activités ne se déroulaient pas dans un « laboratoire », mais dans la « vie réelle ». Elles sont donc inscrites dans le champ plus large des enjeux sociaux.

Ce schéma permet de formuler quelques questions relatives à la posture de l'acteur ou du chercheur. Est-il seulement intervenant, expert, situé dans cette première dimension (niveau 1). Est-ce qu'il s'adresse à un public « destinataire » de ces interventions, des « usagers », des « bénéficiaires », des « objets » ou « sujets » de recherche ? Ou est-il également un citoyen, inscrit dans le même *monde social* que les personnes qui vivent sur le lieu de la recherche ou de l'intervention ? Sauf à considérer qu'il se situe hors de la société, l'acteur-chercheur est forcément impliqué dans une relation avec les gens et avec les questions qu'il est en train de traiter.

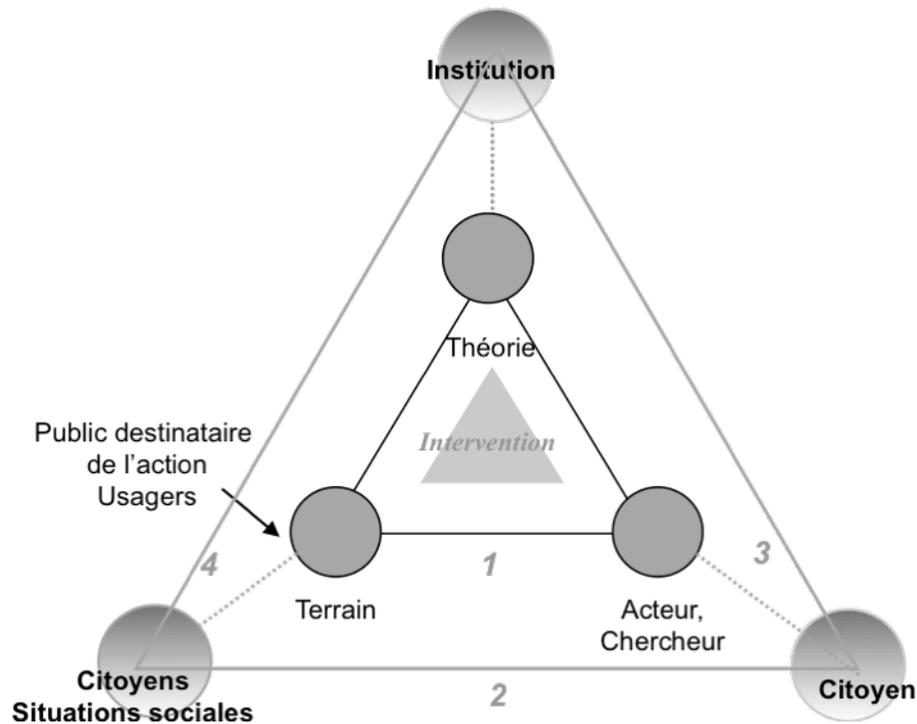


Figure VI-1 : La enjeux sociaux de la recherche ou de l'intervention

Ces questions se développent de la manière suivante [cf. Bodineau, 2013, annexe 4 - p. 76] :

- 1) L'écart entre la posture d'acteur et celle de citoyen (3): est-ce qu'en tant qu'acteur, on ne s'éloigne pas du point de vue du citoyen ?
- 2) La différence de « statut » entre usagers, bénéficiaires, etc., et citoyens (4) : est-ce que dans les démarches « participatives » courantes, on ne passe pas, justement, du niveau 2 au niveau 1, c'est-à-dire du citoyen à l'utilisateur, et de l'intérêt général à l'intérêt particulier. Les usagers étant le plus souvent invités à faire part de leurs doléances, par rapport à un sujet ou un projet donné
- 3) La position des associations d'habitants, d'utilisateurs, etc. : sont-elles l'émanation des citoyens ? Ou est-ce qu'en pratique, elles ne se trouvent pas dans la même position que les acteurs professionnels ? C'est-à-dire qu'elles interviennent « sur » une situation, ou « pour » un public, et non pas en tant que groupe de citoyens agissant sur leur propre situation.

La seconde question, celle-ci fait en effet référence à mes observations au cours des réunions publiques⁵²². On verra, au travers l'exemple rapporté plus bas (cf. p. 510), que pour modifier ce rapport entre « demandeurs » et « fournisseurs » de solutions, il est nécessaire de disposer d'outils conceptuels soigneusement élaborés, outils qui selon moi font justement défaut aux professionnels de l'action sociale.

La troisième question sera au cœur des débats qui ont eu lieu durant l'atelier des *Fabriques de sociologie* de janvier 2013, au cours duquel des militantes associatives ont fait part de leurs réflexions sur leur position et sur la question du « décalage » existant entre la position des élus, des intervenants et des habitants (cf. ci-dessous, Chapitre II, p. 548).

I.D - La création des « Fabriques de sociologie » (2011-2012)

Après la tenue des journées d'études, Alain Bertho, que j'avais sollicité pour animer l'une des tables rondes, m'a invitée à venir rendre compte des débats, au cours d'un séminaire de recherche qu'il organisait en mai 2011, dans le cadre des activités de la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord (dont il est aujourd'hui le directeur). J'ai donc participé à ce séminaire, intitulé « *Recherche impliquée en banlieue ; quelle déontologie* », durant lequel j'ai présenté un court exposé. C'est à cette occasion que j'ai imaginé l'expression « sociologie de l'intérieur », que j'avais choisie pour titre de mon intervention.

Alain Bertho m'a alors incitée à présenter un dossier, en réponse à l'appel à projet 2011 de la MSH, dans le cadre de l'axe de recherche « *Penser la ville contemporaine* » qu'il coordonnais. ^{Cor ok} La deuxième édition de *Dédaldilo* étant en cours, j'ai différé ma décision. Prenant contact avec lui en septembre, je comptais décliner sa proposition qui me semblait au delà de mes compétences et, par ailleurs, je ne pouvais répondre à l'une des conditions de l'appel à projet qui exigeait la

Cor ok

⁵²² Les réunions publiques auxquelles j'assistais ne plaçaient jamais les habitants en position de contributeur à l'analyse d'une situation problématique, et à l'élaboration collective de moyens d'action. Les professionnels se trouvaient ainsi sommés d'apporter des réponses aux doléances des habitants. Au cours des réunions portant sur la question de la « saleté de la ville », les agents se trouvaient en situation très inconfortable, sommés de se justifier devant les habitants et devant les élus. L'absence de réflexion sur la conception du dispositif de ces rencontres avait pour effet d'installer des situations de face-à-face conflictuelles et inopérantes.

collaboration de deux universités. Alain Bertho m'a conseillée de m'adresser à Pascal Nicolas-Le Strat, alors maître de conférence à l'Université de Montpellier 3.

Cor ok

Après quelques échanges, nous décidons d'engager ce projet ensemble, en réunissant trois équipes : des chercheurs, des professionnels de l'action sociale, des acteurs associatifs et des artistes de Montpellier, Rennes, et Saint-Denis. Intitulé : « *Les fabriques de sociologie : pratiques et mode de "production" des recherches en situation d'expérimentation sociale* », le projet du séminaire a été retenu par la MSH Paris Nord.

provenant
Cor ok

Cor ok

La première séance a eu lieu en janvier 2012, accueillie par le Théâtre Gérard Philipe de Saint-Denis. L'élaboration du projet et la première année d'activité sont relatées en détail, dans le texte *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013]. Un site internet a été créé dès la mise en place du séminaire, rénové en 2015⁵²³. Je ne donnerai donc ici qu'un rapide aperçu des objectifs du séminaire et de ses activités.

et
Cor ok

Texte

L'atelier de janvier 2012, réunissant l'équipe de Saint-Denis, a fait l'objet d'un « exercice pratique » qui est rapporté ci-dessous (cf. « Un exercice de retournement de sens en situation », p. 510). La seconde séance du séminaire « national » qui a eu lieu à Rennes en juillet 2012, est présentée plus loin (cf. p. 519). L'atelier de organisé à Saint-Denis en janvier 2013, réunissant des acteurs associatifs et des artistes de Saint-Denis ainsi que des chercheurs, est mentionnée au chapitre suivant (cf. Chapitre II, p. 548). Depuis novembre 2014, trois séances sont organisées annuellement dans les locaux de l'Université Paris 8⁵²⁴.

Cor ok

Cor ok

I.D.1. La démarche des Fabriques de sociologie

Je présente ici les réflexions indiquant les principaux axes du projet, que j'expose au cours de mes échanges avec Pascal Nicolas- Le Strat [Bodineau, 2013, p. 9-10].

Le projet se situerait dans la catégorie « recherche exploratoire » et porterait sur l'organisation de rencontres entre des équipes impliquées dans des expériences de terrain associant chercheurs, praticiens et/ou citoyens. Le but

⁵²³ <http://www.fabriquesdesociologie.net/> - Le site a été créé par Yves Koskas, dit « l'Ours » : <https://www.artemiseetsonours.fr/>

⁵²⁴ Voir la présentation : <http://www.fabriquesdesociologie.net/seminaire-national-des-fabriques/>

étant d'étudier ces expériences, de les valoriser et de favoriser la constitution d'un réseau de recherche dans ce domaine (selon des modalités qui sont à construire). [MB-19/09/11]

Pascal me décrit ses axes de travail et ses expériences de terrain et je prends connaissance des travaux des chercheurs qu'il propose d'associer à notre initiative. Je m'atèle à la rédaction du document, nos échanges nourrissant la construction et la formulation du projet :

La réflexion sur le fond permettra sans doute d'amorcer des pistes concernant la forme des rencontres, pour qu'elles soient en elles-mêmes une expérimentation. Comment, par exemple, permettre aux participants d'articuler le projet avec leurs propres actions sur leurs terrains ? C'est la question que je me pose pour mon opération de quartier. Il s'agirait d'en indiquer les principes, la forme naîtra des rencontres elles-mêmes. [MB-24/09/11]

Idem Je retiens la notion de « production » de la recherche, qui formera un des axes de travail des *Fabriques* :

La « production » de la recherche me semble une dimension essentielle. En quoi consiste « la recherche » en tant qu'activité (sociale) concrète. Cette question pourrait être un des axes des rencontres : qu'est-ce qui la caractérise ? En quoi se distingue-t-elle des activités de réflexion et d'analyse « banales » ? En quoi peut-on défendre le caractère scientifique de travaux qui ne sont pas inscrits dans le cadre de la recherche « instituée ». [MB-24/09/11]

I.D.2. Les Fabriques de sociologie en 2017

1) Le séminaire national

Le site consacré aux activités du séminaire ouvre sur cette présentation⁵²⁵ :

Les *Fabriques de sociologie* est un espace de recherche en sciences sociales qui n'est pas réservé aux seuls chercheur-euse-s mais qui associent des professionnels de plusieurs champs d'activité (art, social, éducation, urbain, architecture), des militants et activistes, des autodidactes de la recherche, des étudiant-e-s en sciences sociales, des chercheurs universitaires ou non.

⁵²⁵ Voir note ci-dessus (n°523).

Ce dispositif s'appuie sur trois orientations :

- ° La volonté d'être un espace dont les participants peuvent se saisir en fonction des opportunités et rencontres pour le faire évoluer et s'en servir comme base pour d'autres initiatives ;
- ° une orientation épistémologique et méthodologique en lien avec la recherche-action et recherche-expérimentation, dans une perspective critique et non-surplombante de la recherche ;
- ° le choix de considérer la recherche comme une activité dépassant les statuts et légitimités institutionnelles et se conjuguant avec une pluralité d'autres pratiques.

Le site des *Fabriques de sociologie* :

associe de nombreux blogs de chercheurs avec l'objectif de faciliter le partage et la mutualisation des expériences, en favorisant en particulier la socialisation des « écritures impliquées » (journal de recherche, carnet de bord, correspondances entre acteurs, récit d'expérience individuelle et collective...).

Il est composé de plusieurs rubriques, qui s'étoffent progressivement :

- Un corpus d'articles : « qui interrogera tant les cadres conceptuels que les orientations méthodologiques des recherches critiques et situées, en facilitant leur mise en discussion et en réflexion et en dynamisant les controverses intellectuelles indispensables à une recherche qui se maintient ouverte et créative »
<http://corpus.fabriquesdesociologie.net/>
- Une Encyclopédie des Fabriques : répondant à l'attention portée « aux enjeux de “formation à la recherche”, que cette formation concernent les étudiant-e-s et doctorant-e-s, les acteurs et professionnels d'autres horizons mais tout aussi bien les chercheur-e-s expérimenté-e-s soucieux de leur formation permanente »
<http://encyclopedie.fabriquesdesociologie.net/>
- Les écoles mutuelles des Fabriques : qui permettra « la constitution de “communautés de travail” en ligne (travail collaboratif) »
<http://ecolemutuelle.fabriquesdesociologie.net/>
- Les Fabriques en fabrication : destinée à accueillir les archives et des documents portant sur la vie interne du séminaire : <http://www.lfef.fabriquesdesociologie.net/>

I.E - Un exercice de retournement de sens en situation (2012)

I.E.1. Présentation : la recherche à l'épreuve de l'action

On a vu précédemment des exemples montrant la manière dont mes expériences personnelles ont nourri l'interprétation des propos recueillis au cours des entretiens⁵²⁶. L'expérience relatée ici décrit une situation « inverse » : les questions, étudiées au cours de l'enquête réalisée dans le quartier de la Porte d'Orléans, se sont posées concrètement au sein de mon immeuble, au début de l'année 2012.

L'association à laquelle j'appartiens, mentionnée plus haut (cf. p. 424), était confrontée durant cette période, à l'initiative d'un groupe de locataires revendiquant la fermeture des accès de l'immeuble, et l'installation de caméras de surveillance. L'équipe de l'association s'était opposée, de longue date, à la mise en place de ces « solutions techniques » adoptées dans la plupart des immeubles du quartier de la « ZAC Basilique ». Elle se trouvait en position difficile pour entamer le dialogue avec le bailleur de l'immeuble, dans le cadre du projet de rénovation qui s'engageait⁵²⁷.

La question de la « sécurité » risquait fort d'occuper le centre des débats à venir, comme ce fut le cas au cours des opérations de rénovation du quartier. L'équipe de l'association souhaitait que les pétitionnaires puissent être entendus, par les représentants du bailleur et de la municipalité, dans le cadre d'une réunion spécifique, qu'il s'agissait donc de préparer. L'enjeu principal résidait dans le fait d'éviter les oppositions frontales entre les tenants de la fermeture des accès et les opposants ; entre les « accusateurs » des « jeunes » et leurs « défenseurs », ou entre les « réalistes » et les « idéologues ». L'équipe de l'association savait aussi, d'expérience, qu'elle serait sommée de prendre position « pour ou contre » la demande des habitants.

Le fruit de mes recherches allait-il me procurer les moyens de faire face à cette situation ? Je l'espérais, car j'aurais été très déçue de constater que ces travaux ne

⁵²⁶ Voir en particulier « L'analyse de l'analyse » (Partie V, p. 444).

⁵²⁷ Voir les précisions apportées plus haut, à propos du quartier de la « ZAC Basilique » (note n°445, p. 425). L'initiative des locataires faisait suite à l'agression d'une personne âgée, dans les coursives de l'immeuble, qui avait, comme on peut l'imaginer, ému le voisinage.

puissent pas trouver d'application concrète, en particulier dans cette situation dans laquelle je me trouvais très impliquée et qui comportait pour moi des enjeux majeurs.

I.E.2. La mise en place des Fabriques de sociologie dyonisiennes

La journée inaugurale des *Fabriques* avait réuni les trois équipes fondatrices : celles de Rennes, de Montpellier, et de Saint-Denis, cette dernière étant constituée par les artistes et militants associatifs, impliqués dans le projet de quartier « *Dédaldilo* ». Parmi eux figuraient quelques uns des animateurs de l'association de locataires. C'est ainsi que se sont constituées les *Fabriques dyonisiennes*, offrant un cadre favorable pour le travail entrepris avec l'association.

J'ai relaté cet épisode au sein du texte *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013], qui rapporte l'élaboration et les premiers mois de la mise en place du séminaire (de septembre 2011 à janvier 2013), au travers de la correspondance que j'ai entretenue avec mon « co-équipier » Pascal Nicolas-Le Strat. Comme je le lui indiquais [p. 23] :

Notre demande d'une réunion spécifique, sur les propos de la pétition, a été acceptée [...]. Elle est prévue pour début mars. Bel exercice de « sociologie de l'intérieur » [...]. Je considérais que j'allais devoir différer la mise en place de nos Fabriques locales, en raison de cette actualité. Je pourrais au contraire les mettre en route, sur « le tas », en préparant cette réunion publique avec l'équipe de l'Amicale des locataires, et l'équipe Fabriques [MB-27/01/12].

J'ai décrit, dans ce texte, mes préoccupations et mon inquiétude, dans un contexte d'« *hyper-implication* ». Je me suis en effet toujours opposée à la fermeture des accès de l'immeuble, à la fois pour des raisons idéologiques et pragmatiques. J'aurais pu éventuellement accepter de « composer », en renonçant à la « sacralisation » des premières, mais la conception architecturale de l'immeuble me semblait incompatible avec un tel projet, et surtout, j'étais intimement convaincue du danger que représente le recours à de « fausses solutions » :

Les dalles des immeubles du quartier ont été conçues comme des passages publics et les coursives accédant aux étages sont également ouvertes. Les aménagements réalisés dans plusieurs immeubles du quartier, à l'aide de grilles et de portes codées,

ont créé un univers « carcéral », sans parvenir à résoudre les difficultés justifiant la demande des habitants.

Pour ma part, je suis fermement convaincue que le recours à ces « aménagements techniques » apporte aux bailleurs, comme aux pouvoirs publics, des « solutions » prêtes à l'emploi, qui leur évitent de prendre en compte la dimension sociale et politique des questions qui s'expriment au sujet de « la sécurité ». Comme je l'écrirai plus tard au représentant du bailleur de mon immeuble (le 19/03/12) : « *Il est illusoire de laisser croire aux locataires que la situation se résoudra sans eux, sans qu'ils aient à s'impliquer autrement que par le biais de pétitions, et la revendication d'une protection qu'une autorité quelconque devrait leur garantir* ».

Je suis très préoccupée par cette situation : comment notre association peut-elle parvenir à extraire les débats de cette approche considérablement réductrice ? Durant les réunions publiques auxquelles j'ai participé, au moment de l'élaboration des premiers projets de rénovation des immeubles du quartier, au cours des années 2006-2007, les tentatives que j'ai menées dans ce sens avec quelques voisins ont été vaines [...]. Les participants nous ont reproché d'introduire des débats idéologiques, sans rapport avec les difficultés vécues par les habitants, et qui retardaient l'avancée des projets destinés à les résoudre.

Dans la situation présente, je crains en outre que mon « hyper-implication » ne m'empêche de prendre la distance nécessaire pour intervenir. Je ne me résous pas, en effet, à l'idée de vivre derrière des grilles, ni à celle de poursuivre des initiatives collectives dans ces conditions [Bodineau, 2013, p. 21-22].

J'avais échangé avec Pascal Nicolas-Le Strat, au cours cette période, au sujet de mes expériences de « concertations » publiques, en référence à son dernier livre, intitulé « *Fabrique de sociologie* »⁵²⁸. Je venais de lire un passage consacré aux politiques publiques, qui : « *ne cessent de solliciter l'implication et la participation des usagers et, dans le même temps, s'emploient à l'aseptiser en recourant massivement à des*

⁵²⁸ L'ouvrage était sur le point d'être imprimé, au moment de la préparation du projet du séminaire et, séduite par son titre, j'ai proposé que nous l'adoptions. Pascal Nicolas-Le Strat a mentionné la mise en place du séminaire, dans un additif siuté à la fin de l'ouvrage, et indique qu'il avait reçu ma proposition avec « *plaisir et amusement* » [Nicolas-Le Strat, 2011, p. 364].

outils de gestion de la compétence et de formalisation des relations »⁵²⁹, que je commentais comme suit :

[Je découvre] des éléments qui correspondent tout à fait à ce que je ressens, sans parvenir à le formuler clairement. En réfléchissant à mon intervention pour le 14 janvier [première journée du séminaire des *Fabriques*], sur le thème de la « nécessité pour moi, du travail de recherche que l'on propose », je me disais que je me sentais comme une « mouche enfermée dans une bouteille ». C'est bien cela, je me cogne aux murs du non-sens, et du pouvoir qui ne dit pas son nom. Etre invitée à parler... dans le vide, est exactement l'expérience que j'ai vécue encore récemment, et qu'on me propose courant janvier, à propos de la rénovation de mon immeuble. [MB-30/12/11 – in Bodineau, 2013, p. 22].

Encouragée par cette dynamique, et le soutien de mon « co-équipier », je me suis mise au travail, à partir des résultats de l'enquête, dans le but de poursuivre la recherche du « retournement de sens ». J'ai rédigé, à l'intention de l'équipe de l'association, un texte intitulé : « Propreté et sécurité », que nous avons commenté au cours des séances organisées les semaines suivantes (cf. ci-dessous), pour nous préparer à la réunion publique prévue le 9 mars 2012, à l'invitation du bailleur et d'élus municipaux, afin de déterminer le « dispositif » d'intervention de l'association, et de cerner les angles d'approche du sujet, permettant d'éviter les blocages identifiés (cf. p 516).

I.E.3. Sociologie buissonnière

Je reproduis ici le texte mentionné ci-dessus, rédigé le 28 janvier 2012⁵³⁰.

⁵²⁹ « Entre ce qu'affiche une politique publique (le respect de la parole de l'utilisateur, la place de l'élève...) et ce qu'elle réalise effectivement (une saturation de la relation à l'utilisateur par des outils de formalisation), la contradiction devient intenable, mais surtout insoutenable pour les personnes concernées, autant les usagers que les professionnels de ces politiques. [...] comment parvenir à réagir dans des situations qui, en soi, comme tel, dans leur fonctionnement, sont profondément contradictoires, qui nous laissent entrevoir le meilleur et nous opposent le pire ? Prendre la parole pour l'adresser à qui ? Utiliser les mots, une énième fois, mais pour quel destinataire et quelle utilité ? Comment s'engager dans une interaction si elle est immédiatement empêchée par un envahissement réglementaire, contrainte par l'emprise d'un système référentiel ? Pourquoi persister à prendre la parole si cette parole ne rencontre qu'un vide de sens et d'interlocuteur et un trop plein de fonctionnement et de formalisme ? » [p. 56-57].

⁵³⁰ Ce texte a été publié dans les *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013, annexe 3, p. 73-74].

1) De la propreté à la sécurité

La notion de propreté

Mes recherches sur l'enquête propreté (plus exactement sur l'analyse réalisée par les enquêteurs) ont établi une distinction entre les mots « salir » et « jeter ». Dans le langage et le sens courant (partagés par les enquêteurs), « salir » est compris comme désignant une action. D'où les questions : qui sont les « salisseurs » ? Pourquoi salissent-ils ? Or, c'est « jeter » qui désigne une *action*. « Salir » désigne la *signification* accordée à l'action de jeter, selon l'endroit où l'on jette les déchets. (Jeter « là où il faut » n'est pas salir). On aboutit à la distinction de deux « registres de sens » : l'un concernant les objets et actions, l'autre les significations, appréciations, jugements, portés sur les premiers (niveau méta) [...].

Le registre des significations est celui qui renseigne sur le « pourquoi » des réactions des gens. Pourquoi les gens sont-ils si sensibles à la question de la propreté ? Parce que la signification de propre/sale est celle d'ordre/désordre, au sens d'ordre social (structuration, fondement de la société). L'enquête avait fait apparaître deux volets au sein des propos exprimés, un qui concernait la description de la « saleté » et l'autre qui concernait le désordre, le chaos (délinquance, vente à la sauvette, non-respect des « règles »). Le second, qui semblait étranger au thème de la propreté, traduisait en fait la signification de la notion elle-même de propreté/saleté.

Le registre des objets/actions est celui qui renseigne sur le contexte concret de l'accomplissement des actions. Qui jette ? Tout le monde. Pourquoi ? Pour se débarrasser de ses déchets. La question est donc celle de l'endroit où sont déposés les déchets, par rapport à l'endroit où ils « devraient » l'être. Celle-ci ouvre tout un pan d'investigation concernant : la configuration des espaces urbains (quelle est la place attribuée aux déchets), la gestion des déchets (les règlements établis par les collectivités, qui dictent où quand et comment se débarrasser de ses déchets), et le contexte *pratique* de la vie quotidienne (ce qu'il faut faire pour se conformer à ces règlements).

Il y a aussi une distinction à faire concernant le mot « règle ». Les services des collectivités confondent les « règles sociales » avec les règlements administratifs de gestion des déchets. Elles s'arrogent en quelque sorte la définition des règles du

fonctionnement social. Le « technique » usurpe le « politique ». Mon hypothèse est que l'emploi du mot « propreté », pour désigner les services et les agents d'entretien, est un abus de langage et de pouvoir.

Revenons à la « sécurité »

Elle est en lien étroit avec la question de la propreté : « une ville propre et sûre ». Elle est le second pan du « désordre » décrit dans notre enquête. La pétition des locataires comprend également les deux thèmes.

Deux pistes :

1) Le mot « sécurité » nous place d'emblée dans un registre « technique » [...]. Les « problèmes de sécurité » font appel à des « mesures de sécurité ». Le bailleur renvoie sur la Ville : « ça n'est pas de mon ressort », la Ville essaie de renvoyer, autant qu'elle le peut, à l'Etat. Et pour le reste, elle propose des « prestations » : Police municipale, médiateurs, service de la tranquillité publique.

2) Hypothèse (issue de l'enquête sur les relations de voisinage à Paris-Porte d'Orléans) : la notion de sécurité/insécurité est, comme celle de propreté/saleté, la signification accordée à quelque chose. Elle n'est pas équivalente à la notion de danger « concret ».

La recherche sur l'enquête propreté montre que les personnes auditées, les commanditaires et les enquêteurs cherchent à faire la distinction entre ce qui est « objectif », (« réel », « vrai ») et ce qui est « subjectif » (« le sentiment de », « l'irrationnel », « l'inconscient collectif »). La conclusion de l'analyse est que cet irrationnel (le désordre, le chaos) est précisément la signification de la question traitée : la « saleté ». D'où l'hypothèse que le « sentiment » d'insécurité, subjectif, irrationnel, est le sens du mot insécurité. C'est une question de sentiments, une insécurité affective. Yazid Kherfi, ancien délinquant, [rencontré récemment au cours d'un séminaire⁵³¹] a dit : « c'est une histoire d'amour ». Il a ajouté que l'expression : « ils ne nous aiment pas », revient constamment dans la parole des jeunes [(voir ci-dessous)]. Et ce qu'expriment les adultes, moins clairement peut-être, est l'hostilité qu'ils ressentent de la part des jeunes.

⁵³¹ Il s'agit d'un séminaire organisé par le LISRA (Laboratoire d'innovation sociale et de recherche-action) qui s'est tenu le 18 novembre 2011, à la MSH Paris Nord.

La notion que j'ai envie d'explorer au cours de notre prochaine réunion publique est celle de la « peur », très présente dans la pétition, et qui, à mon avis, ouvre la porte aux sentiments.

Dans son livre intitulé « *Repris de justesse* » [Kherfi, Le Goaziou, 2003], Yazid Kherfi fait le récit de son parcours⁵³². « Petit voleur » puis cambrioleur, il fait plusieurs séjours en prison, s'exile en Algérie avant de devenir animateur, puis directeur d'une maison de jeunes dans la ville de Plaisir (78). Après une licence en sciences de l'éducation obtenue à l'Université de Nanterre, un DESS d'ingénierie de la sécurité, il intègre l'équipe de Charles Rojzman (responsable de l'institut C. Rojzman, dédié à la pratique de la « Thérapie Sociale »). Yazid Kherfi enseigne aujourd'hui à l'Université de Nanterre et dirige l'association *Médiation Nomade*, qui installe son camping car aux pieds des immeubles de nombreux quartiers de France⁵³³).

Ce récit de l'« intérieur » a beaucoup nourri mes réflexions (et sera cité à plusieurs reprises dans les pages qui suivent). Yazid Kherfi s'exprime ainsi :

Sentir qu'on ne t'aime pas, dire qu'on ne t'aime pas, c'est une bonne excuse pour devenir violent, mais est-ce que c'était vrai ? On ne savait pas ou on ne voulait pas faire la part des choses. Lorsqu'on venait au centre-ville, à Mantes, les gens nous regardaient, on sentait leur hostilité . Il est vrai qu'on marchait en bande, et qu'une bande ça fait peur, d'où leur hostilité. Mais si l'on marchait en bande, c'était aussi pour nous protéger. Bref, plus tu sens l'hostilité ou le mépris de l'autre, plus tu renforces ce mépris et cette hostilité. C'est comme ça que tu deviens méchant, peut-être parce que l'autre l'est, mais surtout parce que tu te mets dans la tête qu'il l'est et qu'il ne t'aime pas ou qu'il te hait. Alors, s'il ne t'aime pas, tu peux ne pas l'aimer, tu peux le voler, tu peux le frapper, tu es excusé. Ça n'est pas grave de cogner ses ennemis [p. 20].

2) Un exercice pratique ou les mots interdits

A partir de ce travail, le groupe a tenté une approche consistant :

⁵³² Cet ouvrage est : « *un pied de nez à tous ceux – la police, les juges, certains élus – qui avaient dit de moi que j'étais irrécupérable* » [p. 129].

⁵³³ Voir les sites : <https://www.institut-charlesrojzman.com/fr> et <http://www.mediationnomade.fr/>

- à s'interdire l'emploi de l'expression « insécurité », qui place le débat dans un cadre convenu (et non formulé), et réduit le sujet à la problématique des « mesures de sécurité » susceptibles d'apporter des « solutions » aux difficultés exprimées.
- à privilégier l'approche du sujet en termes de « relations de voisinage », qui permet de formuler les difficultés de cohabitation, en particulier entre jeunes et adultes, sans les inscrire systématiquement dans le registre de la « délinquance »⁵³⁴.
- à prendre en compte la dimension émotionnelle du vécu des situations, et à favoriser l'expression des habitants dans ce sens : le vécu et les sentiments des uns et des autres devant être entendus et reconnus, en dehors de tout jugement. L'hypothèse retenue était que cette expression apporterait aux participants une vision plus large et plus complexe de la situation, que la vision formulée par le biais de leur pétition, et ouvrirait des perspectives autres que le recours à des « solutions techniques » (selon le terme employé par les acteurs institutionnels).

L'expérience fut concluante, au delà de mes espérances. Les débats se sont tenus dans de bonnes conditions et les « blocages », qui risquaient de se produire, ont été évités. A l'issue de la réunion, la plupart des participants se sont attardés pendant plus d'une heure, autour d'un buffet. Les discussions se sont poursuivies dans un climat convivial.

Comme je l'indiquais dans le texte *Chroniques des Fabriques*, ma position fut aussi inconfortable que prévu :

Il était nécessaire, afin d'orienter la discussion dans le sens retenu, que l'association ouvre la séance en se substituant aux représentants du bailleur et de la municipalité. En tant que présidente de l'association, ce rôle me revenait, me plaçant ainsi en « première ligne ». Mais j'ai pu rapidement me mettre en retrait et laisser les membres de l'équipe prendre le relais, ce qu'ils ont fait

⁵³⁴ La démarche ne visait pas à nier ou minimiser la réalité des vols et agressions qui se produisaient régulièrement dans le quartier. Pour mémoire, la démarche des locataires avait été motivée par l'agression d'une personne âgée dans les coursives de l'immeuble. Il s'agissait de tenter de faire la part des choses entre la réalité de la « délinquance », et les difficultés de cohabitation entre les jeunes habitants et les adultes. Il n'était pas non plus question de nier le fait que certains d'entre eux étaient susceptibles de participer à ces agressions ou à divers « trafics ». Mais le groupe considérait que, indépendamment du jugement que l'on pouvait prononcer sur leurs activités, ceux-ci ne mettaient pas directement en danger leurs voisins, et que la fermeture des accès de l'immeuble ne réglerait en rien la présence de ces « délinquants de l'intérieur ».

d'une manière remarquable⁵³⁵. Nous avons eu le sentiment de vivre une expérience inédite dans la longue vie de l'association [Bodineau, 2013, p. 24].

Cette soirée a constitué un événement marquant dans la trajectoire de mon expérience associative, et de mon engagement dans la recherche. Le projet de fermer les accès de l'immeuble a été finalement abandonné. Le bailleur a accepté la proposition de la municipalité, consistant à participer au financement de l'équipe des « médiateurs de nuit », afin que les locataires puissent bénéficier de leurs services. Aujourd'hui encore (en 2016), l'« îlot 9 » est un des rares immeubles du quartier à demeurer ouvert.

J'ai été très impressionnée par les résultats de notre démarche collective, alors que celle-ci reposait sur un dispositif fragile, mis en place par quelques personnes de bonne volonté, et sur les avancées encore hésitantes de mes travaux de recherche. Le « déplacement » de la question de la « sécurité », vers celle des « relations de voisinage » s'est avéré pertinent, et suffisant pour modifier la teneur des débats⁵³⁶. J'ai été également frappée de constater à quel point les élus, les cadres municipaux et les personnels des bailleurs sont amenés à intervenir dans ce type de situation complexe, sans préparation, et sans le moindre « outil » leur permettant de conduire une démarche avec les participants.

Comme je l'indiquais (au cours des premières phases de rédaction de la thèse) : cet exemple montre à quel point les acteurs professionnels sont démunis, et manquent de références conceptuelles pour définir le cadre de leurs interventions. Ils se placent, imprudemment, dans les « registres de sens » induits par le vocabulaire institutionnel et médiatique (qui s'insinue dans le langage courant), et qui contribue à leur interdire toute possibilité d'action, autre que le recours aux « solutions techniques ». Il est regrettable, de mon point de vue, que les outils qui se fabriquent sur les bancs des universités ne trouvent pas plus fréquemment d'application, sur des « terrains » où ils

⁵³⁵ J'ai rapidement proposé à Pascal, membre de l'équipe de l'association depuis sa création, d'assurer la distribution de la parole. Je connaissais son savoir-faire en la matière, issu de sa longue expérience syndicale, et sa capacité à prendre « sa » place dans diverses situations, avec beaucoup de simplicité et de tranquillité. (Pascal a participé à *Dédaldilo*, en tant que « voisin », selon sa propre expression, se rendant disponible pour apporter son aide au moment opportun). Au cours de la réunion, il a été immédiatement accepté dans son rôle d'animateur de la séance.

⁵³⁶ On verra plus loin (cf. p. 540) que ce « déplacement » n'est pas seul en cause. Le fait de favoriser l'expression des sentiments, et de les accepter en tant que tels, a été également déterminant.

font cruellement défaut. L'expérience relatée ici est une incursion « clandestine » de travaux de recherche dans une situation concrète. Les acteurs institutionnels concernés n'ont pas semblé mesurer l'intérêt de cette tentative concluante de « retournement de sens »⁵³⁷.

I.F - : La recherche sur la recherche (2012-2013)

Les secondes rencontres du séminaire des *Fabriques de sociologie* m'ont procuré une nouvelle occasion de formuler les éléments constitutifs du « mélange des genres » intervenant entre mes activités de recherche et mon engagement associatif. Cependant, malgré les « interférences » existant entre ces deux pans de mes activités, je les considérais jusque-là comme des domaines distincts, le second ne faisant pas partie intégrante des objets de ma recherche. Les débats intervenus au cours de ces rencontres m'ont incitée à poursuivre la réflexion sur ce point et à modifier mon point de vue.

I.F.1. Le terrain, l'activité de recherche, la théorie

1) Les Fabriques de sociologie de Rennes (juillet 2012)

La seconde journée du séminaire des *Fabriques*, après la journée fondatrice de janvier 2012, a eu lieu à Rennes en juillet. L'équipe rennaise, composée de chercheurs et d'artistes, était engagée dans une résidence de recherche, inscrite dans le cadre d'une opération intitulée « *Expéditions : voyage d'exploration à visée artistique, scientifique et pédagogique* »⁵³⁸. Celle-ci portée l'association *L'âge de la tortue*, en collaboration avec des animateurs de rue, se déroulait dans le quartier de Maurepas⁵³⁹. C'est donc l'équipe de l'association qui accueillait le séminaire.

⁵³⁷ Ce paragraphe, rédigé en novembre 2012, est cité dans *Chroniques des Fabriques* [Op. Cit., p. 25].

⁵³⁸ « *Expéditions* » est une expérimentation (autour d'une proposition artistique du plasticien Romain Louvel) à la croisée des chemins de l'art, de la recherche en sciences sociales et de l'éducation populaire. Avec les acteurs associatifs et les familles du quartier Maurepas, il s'agit de valoriser les ressources culturelles invisibles d'un quartier et de sa population. La finalité de ce projet s'inscrit dans un horizon de transformation de nos regards sur la ville » [Dossier de presse, in Bodineau, 2013, p. 12].

⁵³⁹ J'écrivais, à ce propos: « Ce projet me touche beaucoup, à plusieurs titres. Il représente, en plus abouti, ce dont j'ai rêvé pour mon quartier. Je ne souffre pas personnellement de la mise sous

Les artistes et acteurs associatifs, membres du projet *Dédaldilo*, se sont engagés à faire le voyage et à participer à cette rencontre. Quelques séances de travail ont été organisées pour préparer nos interventions au cours de la journées [cf. Bodineau, 2013, p. 28-30]. Pour ma part, j'avais prévu une intervention portant sur la présentation de *Dédaldilo*, et sur la trajectoire menant de cette initiative à celle des Fabriques de sociologie.

Au jour de la rencontre et à l'issue de mon intervention, il m'est demandé d'expliquer comment je situe ma recherche par rapport à cette expérience. J'ai indiqué que je ne m'y étais pas engagée en tant que chercheuse, mais en tant qu'animatrice d'une association et à titre personnel, « *mon principal objectif était de pouvoir continuer à vivre dans mon quartier et, pour cela, de retrouver des moyens d'action individuels et collectifs* »⁵⁴⁰.

Je précise également que cette initiative n'est pas en rapport direct avec l'objet de mes travaux, que je décris brièvement. Mon engagement dans les *Fabriques de sociologie dyonisiennes* a pour but « *de partager mon expérience et de poursuivre collectivement ce cheminement, afin de doter notre groupe d'acteur d'outils pour appréhender nous-mêmes les situations dans lesquelles nous sommes impliqués* » [p. 32]. Je n'ai pas convaincu les participants dont certains ont exprimé leur étonnement face à mon affirmation de ne pas me situer en tant que chercheuse faisant valoir que la volonté de connaissance transparaît clairement.

Au cours de l'été, j'ai poursuivi les travaux engagés au moment de la préparation des journées d'étude d'avril 2011⁵⁴¹, portant sur : « *le rapport du chercheur à son terrain (ou de l'acteur) dans les situations d'intervention ; la nature de la relation qu'il entretient avec les personnes présentes ; la dimension commune de leur expérience en tant que « simples citoyens » ; la position du chercheur à l'égard de la situation concernée* » [p. 56]. Comme je le rapporte ci-dessous, ces travaux m'ont permis de distinguer deux notions : celle de la « situation de recherche » et celle de la

étiquettes (« pauvre », « en difficulté »...), mais je ressens à quel point les idées fabriquées sur « la vie en banlieue » forment un carcan auquel il est difficile d'échapper. [...] Ce « cadre d'interprétation » s'impose, y compris à ceux qui y vivent [...]. Je trouve l'idée de l'enquête « renversée » excellente » [p. 13].

⁵⁴⁰ J'ai mentionné ces échanges précédemment, voir : « Le statut des expériences informelles » (Partie III, p. 140).

⁵⁴¹ Voir la présentation des journées d'étude (Chapitre I, p. 502).

« posture de recherche », et de considérer les trois « étages » ou niveaux logiques de ce que l'on entend par l'expression « la recherche » : le terrain, l'activité et la dimension théorique [Bodineau, 2013, p. 56] :

Etais-je, ou non, en « position de chercheuse » durant la réalisation du projet *Dédaldilo* ?⁵⁴². Après avoir répondu fermement par la négative, le 10 juillet à Rennes, j'ai nuancé plus tard en concluant que je me trouvais bien en « posture » de recherche. La nuance tient à la différence que j'ai introduite, après quelques étapes de réflexion sur le sujet, entre « situation de recherche » et « posture de recherche »

2) Le schéma de la « pyramide »

En reprenant ces travaux [préparatoires aux journées d'étude] à l'automne, sous l'angle des axes structurant mon parcours de recherche, je me suis rendue compte que par le terme « recherche », je signifiais tantôt *théorie*, tantôt *activité universitaire* englobant les travaux théoriques et les enquêtes de terrain, ou encore *activité de recherche à trois dimensions*, telle que je la représentais par le schéma du triangle⁵⁴³. La référence à ce schéma m'entraînait donc dans des confusions qui ne facilitaient pas la tentative de définition de ma position. J'ai donc établi une distinction entre : *terrain*, *activité* et *théorie*, ce nouveau « triptyque » pouvant s'appliquer à différents domaines d'activité : universitaire, associatif, personnel⁵⁴⁴.

⁵⁴² Voir la présentation du projet (p. 496).

⁵⁴³ Voir la Figure VI-1, (p. 505).

⁵⁴⁴ Ce « triptyque » est issu du schéma conceptuel auquel se réfèrent mes recherches théoriques, fondées sur la théorie des « niveaux d'abstraction » (Bateson, 1977 ; Watzlawick, 1975). Celui-ci représente une graduation distinguant trois niveaux : *espace physique* ; *action* ; *construction intellectuelle*.

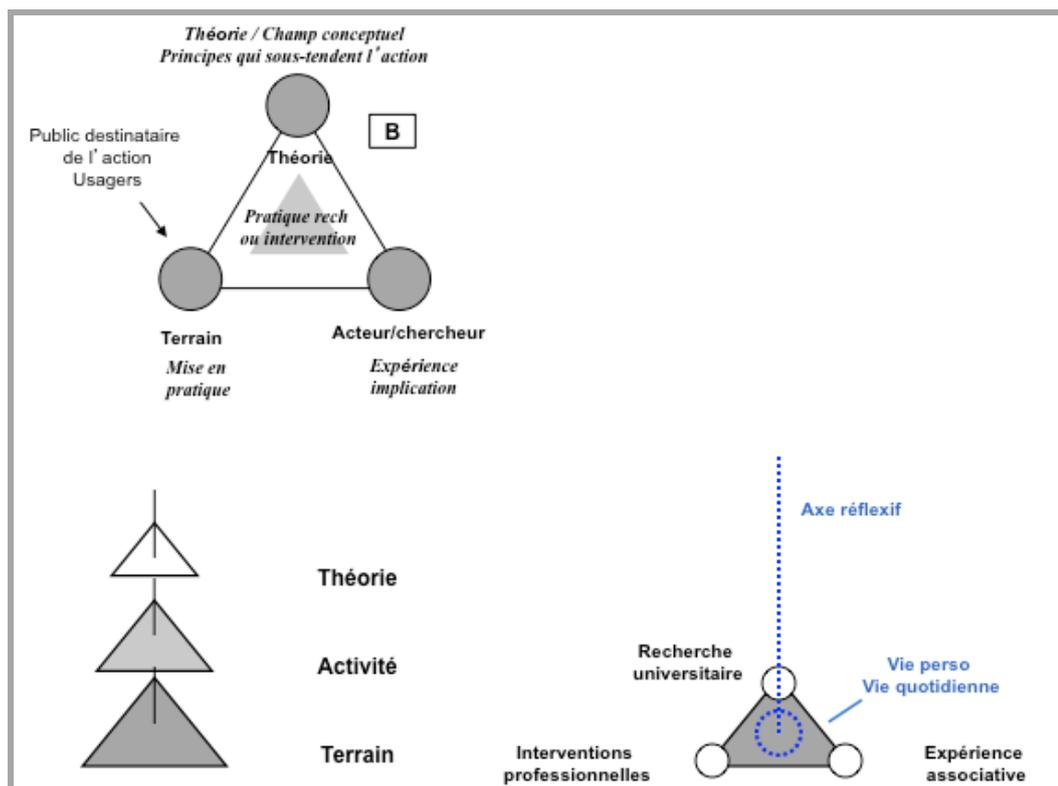


Figure VI-2 : le « schéma de la pyramide »

Le schéma du triangle évolue donc en une « pyramide » [cf. la figure ci-dessous], composée de trois triangles disposés en étages : le *terrain* à la base, *l'activité* au centre et la *théorie* au sommet ; les trois domaines d'activité occupant chacun une arête de la « pyramide ».

Cette élaboration m'a permis de distinguer les activités universitaires, correspondant à des situations de recherche « officielle », et les autres activités, associatives ou personnelles, au cours desquelles une recherche moins formelle peut s'exercer.

En employant l'expression « position de chercheuse », au cours des discussions entamées à Rennes, je faisais donc référence aux situations de recherche formelles qui s'exercent dans le cadre d'une commande officielle, ou dans le cadre des travaux personnels engagés par le chercheur. Celui-ci entre en contact avec un groupe ou des individus, au titre de sa fonction. La relation qu'il établit s'inscrit dans ce contexte.

Il est clair que le projet *Dédaldilo* ne répondait pas à cette définition. Hormis quelques notes dans les pages de mon journal, quelques écrits élaborés à l'occasion des échanges avec l'équipe et classés dans mes archives, je n'ai mis en place aucun

dispositif d'investigation ou d'analyse. J'ai été constamment engagée dans l'organisation et la gestion concrète des activités. La position que j'occupais, vis-à-vis des personnes impliquées, était celle de membre du « noyau actif » du quartier, ou de « militante associative », ou de « porteuse » du projet, ou tout simplement celle de voisine.

I.F.2. L'ambivalence entre la recherche et l'action

Ces réflexions ont grandement contribué à la construction de mon « identité » de chercheuse, que je définis aujourd'hui comme celle d'une « praticienne de la recherche-intervention ». J'ai indiqué précédemment que, pendant une longue période, je ne parvenais pas à mesurer la portée de mes recherches en raison des difficultés que je rencontrais pour les fonder en théorie. Il m'a fallu atteindre l'étape de recherche intervenue en 2010 (cf. Etape 6, Partie V, p. 456), pour parvenir à formuler mes travaux dans les termes de la théorie ethnométhodologique. Cette étape avait donc marqué un tournant important de ma trajectoire de recherche.

Comme en témoigne le récit rapporté ci-dessous [Bodineau, 2013, p. 56-58], les travaux exposés ici ont représenté un second tournant, en me permettant d'intégrer dans ma problématique de recherche tout un pan de mes activités, resté en marge jusque-là.

[...] il existe bien une relation entre mes travaux de recherche et l'élaboration de l'opération *Dédaldilo*. La conception du projet, les options et modes d'action adoptés s'appuient très clairement sur les analyses élaborées dans le cadre de la recherche, et la dimension expérimentale est ouvertement annoncée dans le document de présentation du projet [⁵⁴⁵]. Cependant, cette élaboration représentait davantage pour moi, une mise en pratique des travaux universitaires dans le but d'intervenir concrètement sur le terrain, qu'une activité de recherche en tant que telle.

Pour définir la part de recherche effectivement « contenue » dans l'action, il me faut recourir à la notion de « posture de recherche » [...], une double posture articulant implication et distance réflexive. Celle-ci peut être adoptée dans les situations de

⁵⁴⁵ Voir plus haut, (p. 496).

recherche formelles et dans toutes les autres situations courantes. Telle que je la conçois, elle est une forme de regard et d'écoute que l'on pose sur ce qui est en train de se dérouler, une attitude ouverte de questionnement qui permet de ne pas figer un point de vue, une analyse, de ne pas arrêter définitivement une conclusion.

J'étais bien dans cette « posture » durant la réalisation de *Dédaldilo*, mais si je n'en ai pas fait état, c'est parce qu'il ne s'agissait pas d'une attitude réfléchie, délibérée, adoptée dans ces circonstances spécifiques. J'ai appris, durant mon parcours de recherche, à exercer cette « forme de regard » à tout moment, y compris dans les instants les plus anodins de la vie quotidienne. Cette pratique constitue une forme d'investigation « buissonnière », selon le terme que j'ai adopté au moment de la rédaction du projet des *Fabriques de sociologie*.

[...] Comme l'écrit Pascal [Nicolas-Le Strat, 2012] dans son article *La portée constituante d'une sociologie*, l'ambivalence entre connaissance et action est permanente dans les situations d'expérimentation : « *La recherche en situation d'expérimentation interagit trop fortement avec l'agir pour pouvoir se dédouaner des enjeux et contradictions qui se logent inévitablement entre la volonté de connaissance et la volonté d'agir. C'est une pratique de recherche en tension, exposée continûment à sa propre ambivalence* ».

Dans la situation présente, la recherche s'efface derrière l'action. Elle ne s'exprime pas parce que les modalités propres à la recherche : formuler les hypothèses, décrire les méthodes, exposer les résultats ne s'imposent pas ici. Les résultats se mesurent concrètement, au cours des activités, à la qualité des relations qui s'engagent, à la présence de tel enfant qui ne s'était pas encore décidé à s'approcher des ateliers, au vu de l'enjeu que devient le goûter proposé à la fin de chaque séance.

Chaque acteur a ses propres expériences, ses points de vue et manières de faire, ses occupations qu'il exerce ailleurs. Ce qu'il apporte au projet, comment et pourquoi, ne fait pas l'objet de débat. Mes activités de recherche donnent lieu à quelques conversations avec mon voisin Pierre, qui me fait part de ses lectures et de ses observations. Mais la « posture » de recherche et le « regard » que je décrivais plus haut ne se commentent pas, non plus le « regard photographique » de Pierre, devenu photographe « officiel » de *Dédaldilo*. On échange à propos de la photo, pas à propos du regard.



La prétention au réel est-elle la fiction qui gouverne les innombrables approches de la réalité ? La recherche de la réalité est-elle dissociable de la réalité augmentée de la réalité de la recherche ?

François Deck, artiste consultant, 2009

Chapitre II : La recherche pour l'action (2013-2017)

Ce chapitre présente les analyses résultant de l'application du *Modèle méta* aux résultats de l'enquête sur les « relations de voisinage ». Comme indiqué en introduction (cf. Chapitre I, p. 493), j'ai considéré que la présentation de ces travaux trouvait sa place ici, d'une part parce qu'ils sont intervenus tardivement, en 2016 et surtout parce qu'ils ont alimenté mes réflexions sur l'actualité de la situation sociale de mon quartier. Les travaux théoriques rejoignent donc, dans cette dernière période du parcours de recherche décrit dans la thèse, les préoccupations qui sont à l'origine de cette trajectoire.

II.A - De l'usage du *Modèle méta*

Les premières tentatives d'application du *Modèle méta* (dans sa version aboutie) aux résultats de l'enquête, ont eu lieu en janvier 2013, puis au cours du travail de rédaction de la thèse, durant les mois suivants. Comme dans le cadre de l'enquête sur le thème du « petit commerce » (cf. p. 405), la relecture de ces analyses (à l'été 2016) a soulevé quelques questions, méritant d'être traitées. Le texte qui suit expose le cheminement qui a permis d'y répondre et fournit un exemple, en « situation », du « mode d'emploi » du *Modèle méta*.

II.A.1. L'analyse du discours sur les relations de voisinage

1) La représentation du discours selon le sens commun

Pour mémoire, le *Modèle méta* vise à analyser l'expression : 1) qui décrit le « problème » traité par l'enquête (partie B) ; 2) qui, selon le *sens commun*, est « confondue » avec l'expression nommant les actions et objets du *monde de la vie pratique* ; 3) dont le sens tacite est indiqué par la métaphore (partie A). Compte tenu des analyses développées ci-dessus, l'expression qui a été retenue, pour résumer le « discours », est celle d'« insécurité », la métaphore étant celle de « la guerre ».

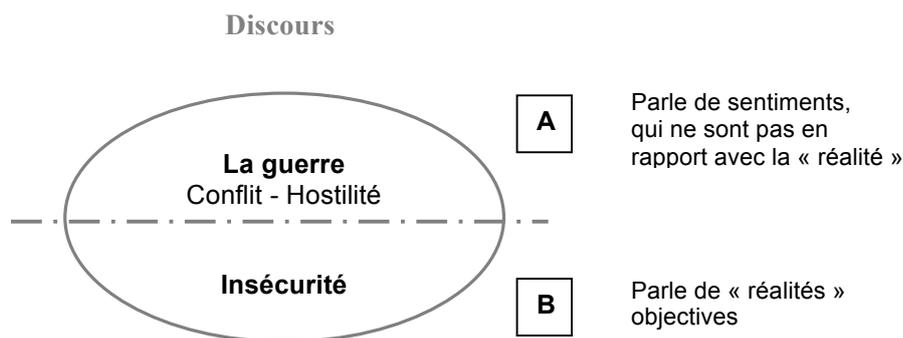


Figure VI-3 : Le discours sur « l'insécurité »

a) L'expression : insécurité

On peut constater, en premier lieu, que l'expression « insécurité » n'est pas directement issue de la question posée aux personnes auditées. Elle avait été mentionnée au cours de l'entretien de commande, mais nous avons évité de la faire figurer, en raison de sa connotation, qui renvoie à la question de la « délinquance »⁵⁴⁶. Le commanditaire avait également préféré, pour présenter le projet de l'enquête, mettre en avant la notion de « diagnostic social » plutôt que celle de « sécurité » ou d'« insécurité ».

La « question de lancement » portait sur la « *reconstruction d'une manière de vivre harmonieuse* », et le « problème » exposé était formulé comme suit : « [La RIVP a] *reçu des plaintes pour nuisances : casse, urine dans les escaliers, bruit et parfois pour vol ou agression. La présence de jeunes dans les halls et les cours, et l'arrivée de groupes extérieurs à la résidence, aurait créé un climat de malaise et d'inquiétude, surtout depuis la bagarre qui a opposé deux jeunes, en mai 2008* » (Cf. p. 429).

En outre, l'expression « insécurité » n'appartient pas véritablement au langage courant. Elle s'est généralisée, mais il s'agit davantage d'une expression issue du langage institutionnel et médiatique, que d'une expression « populaire ». Il aurait pu sembler judicieux de l'abandonner et de tenter d'en déterminer une autre. J'ai toutefois décidé de la conserver, en regard de plusieurs éléments.

⁵⁴⁶ Je ne dispose pas d'indications permettant de préciser à quel moment le titre de : « relation de voisinage » a été attribué à l'enquête (dans un premier temps, je l'ai nommée : « enquête de la Porte d'Orléans »). Ce titre lui a certainement été attribué après les travaux qui ont été décrits plus haut.

En premier lieu, la formulation de la question (contrairement à celle portant sur le thème du « petit commerce »), ne propose pas d'expression susceptible de désigner le « problème » en cause. (Il est intéressant de noter à ce sujet, que le « problème » n'est pas clairement formulable)⁵⁴⁷. L'expression « insécurité » étant l'expression convenue pour désigner le « type de problème » évoqué ici, il m'a semblé opportun de l'analyser au moyen du *Modèle*.

Et enfin, celle-ci appartient aux expressions considérées comme désignant des éléments « objectifs et concrets », que le *Modèle* vise à analyser (partie B de la figure ci-dessus). Le fait de « ne pas se sentir en sécurité » est généralement entendu au sens de : « se sentir en danger » et « éprouver de la peur », comme ce fut le cas au sein du groupe des étudiants. L'expérience que j'ai réalisée au cours d'une séance d'analyse des entretiens, et que j'ai rapportée plus haut (cf. p. 446), a montré le caractère allant de soi du sens attribué à cette expression. J'avais demandé aux étudiants si, au cours de leur entretien, ils avaient cherché à savoir en quoi, la présence des « jeunes » dans les halls et les cours des immeubles, provoquaient des sentiments de peur. Aucun d'entre eux n'avait interrogé son interlocuteur à ce sujet, et ma question a provoqué des réactions indignées de la part de quelques-uns⁵⁴⁸.

b) La métaphore de la guerre

La métaphore de « la guerre » renvoie aux sentiments qui ont été exprimés (peur, tensions, hostilité, malaise), à l'occasion de la description d'« évènements », dont certains avaient fortement impressionné les habitants. Il s'agissait de vols, d'agressions, de l'installation d'un trafic de drogue dans un appartement (qui a justifié l'intervention de la police), d'une « bagarre » entre des jeunes gens. Et surtout, d'une intervention « spectaculaire » de la police, dans les rues adjacentes des immeubles, en direction de « bandes de jeunes » venues des banlieues voisines,

⁵⁴⁷ On verra plus loin (cf. p. 540), les arguments avancés, au sujet du « non dit » à l'origine de cette difficulté.

⁵⁴⁸ Un des objectifs de la pratique non directive est d'acquiescer cette capacité à questionner ce qui va de soi. Les *allant de soi* sont, par définition, indécélables. Mais la méthode, consistant à faire expliquer en détail, ce qui d'ordinaire « se passe de commentaire », est un moyen d'accéder au sens implicite. Celui-ci ne se révèle pas au cours des entretiens, mais les descriptions obtenues seront précieuses pour le travail d'analyse, comme on l'a vu au travers de l'exemple fourni par l'entretien de « Mr.C. », et la description de « la poubelle au pied de l'escalier » (cf. Partie IV, p. 267).

évoquant la « guerre urbaine » et la « criminalité ». Une des personnes auditées a indiqué : « *On se serait cru à New-York ou Chicago* ». Et l'un des membres du personnel de la RIVP, considérant que les réactions des habitants avaient été excessives, a employé la même image : « *Ils ont vu Chicago* ». La métaphore de « la guerre » a également été évoquée, comme suit : « *Même dans les pays en guerre, un jour, il faut discuter* ».

Les sentiments exprimés semblaient en effet disproportionnés, par rapport aux « faits » rapportés, car les plus « spectaculaires » avaient eu lieu plusieurs années avant celle de l'enquête. Et, pour ce qui concerne les vols et agressions, les témoignages évoquaient quelques cas isolés⁵⁴⁹.

Le *Modèle méta* permet de postuler que l'expression « insécurité » désignerait, non pas des actions du *monde de la vie pratique*, mais la signification accordée à ces actions, signification exprimée par la métaphore de « la guerre ». Deux difficultés se présentent, à ce stade du raisonnement : contrairement aux cas des deux autres enquêtes, cette expression n'est pas un verbe d'action ; la métaphore de « la guerre » exprime-t-elle le sens tacite du mot « insécurité » (le sens « occulté » qu'il s'agit de révéler), ou plutôt son sens usuel, en rapport avec la « criminalité ». Ces deux questions méritent donc un examen plus approfondi.

c) Les actions du monde de la vie et les mots qui les nomment

A quelles actions, du *monde de la vie*, peut-on rapporter les propos du discours⁵⁵⁰ ? On pourrait considérer que le mot « insécurité » se rapporte à des actions telles que celles de : voler, agresser des personnes, se « bagarrer », vendre de la drogue. Or les expressions : « banditisme » ou « criminalité », qui pourraient désigner ces activités, sont évoquées à titre métaphorique, mais ne prétendent pas décrire la situation vécue. Celles-ci ne sont pas synonymes du mot « insécurité », et ne sont généralement pas employées, au sens littéral, pour décrire des situations semblables à celle qui est en

⁵⁴⁹ Il s'agissait de ma propre appréciation, de celle des personnels administratifs de la RIVP, et de celle de quelques rares étudiants. Le plus grand nombre d'entre eux, comme on l'a vu plus haut, estimait au contraire que ces sentiments étaient justifiés. Quelques entretiens évoquaient néanmoins une exagération : « *Il y a une exagération, une "névrose"* » ; « *les gens sont excédés, ils ont des réactions épidermiques* » (cf. p. 436 et 439).

⁵⁵⁰ Voir le concept de *monde de la vie* (Lexique - Partie VII, p. 577).

cause ici⁵⁵¹. La métaphore de « la guerre » illustre le sens usuel (explicite) des mots « banditisme » ou « criminalité »⁵⁵². Mais, pour ce qui concerne le mot « insécurité », l'hypothèse que la métaphore exprime son sens tacite, peut être maintenue.

Les « faits » rapportés, décrivant la vie quotidienne, concernent : le bruit provoqué par les groupes de jeunes gens durant la journée et la nuit ; leur présence dans les cours des immeubles et les halls d'entrée ; le fait qu'ils mangent, fument, boivent (parfois de l'alcool), laissent des déchets dans les endroits qu'ils occupent, détériorent différents équipements des immeubles. La consommation de « drogue » (probable ou avérée, selon les avis) a également été évoquée. On peut donc retenir l'hypothèse que le mot « insécurité » se rapporte davantage à ces activités, qu'à celles relevant de la « criminalité » ou du domaine des « délits ». Les mots permettant de désigner ces actions sont donc : « manger, boire, fumer, parler ou crier, déposer des détritrus, détériorer ».

Selon cette interprétation, la métaphore de « la guerre » indiquerait la signification tacite du mot « insécurité » (conflit, hostilité), signification qui serait en relation avec les actions énumérées ici (cf. la figure ci-dessous). Or cette relation, reste obscure, au premier abord.

2) La représentation du discours selon le Modèle Méta

Le recours au *Modèle méta* permet d'envisager cette question sous un autre angle. Sa principale fonction, qui n'a pas encore été traitée ici, consiste à déterminer les mots impliqués dans la « confusion de sens ».

Il s'agit de déterminer les mots qui nomment les actions du *monde de la vie* (cf. « jeter »), et ceux qui, au sein du *monde du discours*, sont considérés comme

⁵⁵¹ Comme en témoignent les citations suivantes : « *Ce n'est pas un ghetto, ce pas le Bronx, on n'en est pas là* » ; « *Les jeunes ne sont pas des anges, mais pas des démons non plus* » ; « *Quand on les connaît, on a moins peur* » (cf. p 440).

⁵⁵² On a vu que la métaphore du « chaos » illustre à la fois le sens tacite du mot « saleté », et le sens usuel du mot « crise » : soit « désordre », « déstructuration ». La notion de « crise » apparaît car le raisonnement de *sens commun* cherche à quelle « réalité concrète » se rapportent les éléments irrationnels du « discours » (cf. Partie IV, p. 247). La confusion entre les notions d'« insécurité » et de « criminalité » est de cette nature. La possibilité d'élucider ce second type de « confusion de sens » est une « clé » d'analyse supplémentaire, offerte par le *Modèle méta*, dont j'ai mesuré l'intérêt au cours du travail décrit ici.

désignant ces actions, (cf. « salir »). Le mot « insécurité » n'étant pas un verbe d'action, cette relation ne peut être établie de manière directe. Une piste de recherche s'ouvre donc, au sujet du verbe qui, dans le *monde du discours*, pourrait se rapporter à ces actions (partie B du « discours »).

Les « *fauteurs de trouble* » étant le nom donné à leurs auteurs (cf. les « salisseurs »), le verbe qui peut être retenu est celui de « créer des troubles » ou « semer le trouble », selon l'expression plus courante⁵⁵³.

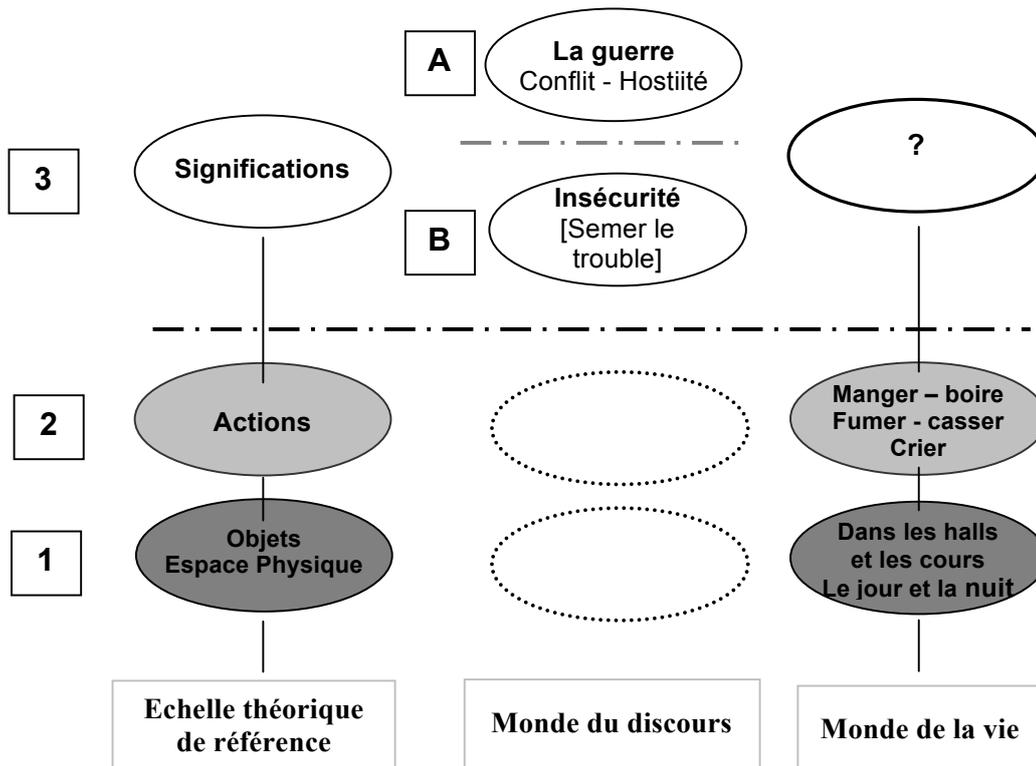


Figure VI-4 : Le discours sur l'« insécurité », selon le Modèle méta

Sous cet angle, « semer le trouble » désigne, non pas les actions consistant à manger, boire, crier, etc..., mais la signification qui leur est attribuée selon le contexte dans lequel celles-ci se déroulent.

⁵⁵³ L'expression « *fauteur de trouble* », bien que quelque peu désuète, est celle qui m'est restée en mémoire. (Elle n'est pas mentionnée dans le compte-rendu des résultats, présenté ci-dessus, mais après vérification, il s'avère qu'elle figure dans la transcription de l'entretien, auquel un des membres de l'équipe de la RIVP a répondu). Au cours des entretiens, ce sont les expressions « *les jeunes* », ou les « *bandes de jeunes* », qui sont prononcées, ou encore celles de « *familles qui posent problème* » ou « *ceux qui ne respectent pas* », incluant les adultes.

Ce contexte est formé par les lieux et les horaires de ces activités, c'est-à-dire les halls et les cours des immeubles, durant le jour et la nuit. Ainsi, c'est leur non conformité aux usages (au « *règlement intérieur* ») qui attribue à ces actions un caractère « déviant ». Le « cercle » supérieur droit de la figure, qui n'est pas renseigné dans l'immédiat, représente la signification des activités, dans leur contexte d'accomplissement. On verra plus loin l'argumentaire proposant de retenir la signification de : « se réunir, entretenir des relations » (cf. p. 533).

II.A.2. L'Insécurité ou l'existence d'un conflit social

1) La déstabilisation des relations sociales

Comment s'établit, à présent, la relation entre la métaphore de « la guerre » et les activités, jugées déviantes ? Tout comme les « salisseurs », les « fauteurs de trouble » sont tenus pour responsables du « problème » concerné. On a vu que, par le jeu de « mécanismes réflexifs », ceux qui enfreignent les usages convenus attestent de leurs mauvaises intentions, ou de leur condition d'« étranger », justifiant leur ignorance de ces règles [Becker, 1988, p. 243]⁵⁵⁴. La signification tacite de l'expression « semer le trouble », serait donc celle de « conflit », au sens d'un désaccord, portant sur l'usage des espaces environnant les immeubles (qui portent d'ailleurs le nom : d'« espaces communs »), et sur la manière dont il convient de se comporter dans des immeubles d'habitat collectif.

Le mot « insécurité » désignerait donc une situation de « trouble », de « déstabilisation » des relations. Cette interprétation poursuit l'hypothèse, formulée

⁵⁵⁴ Voir la citation (note n°245, p. 239). J'ai mesuré qu'il est en difficile d'admettre que certaines « manières de faire » ne traduisent pas une volonté de provoquer ou de manifester une certaine hostilité, comme le montre l'anecdote suivante, survenue dans le cadre de mes relations avec mes jeunes voisins. Ceux-ci, lorsqu'ils étaient adolescents, avaient brûlé la sonnette de mon appartement, avec un briquet. J'avais interprété cela comme un signe de colère, ou de « représailles », après une des légères altercations que je provoquais parfois en leur « passant un savon » (intervention postive de la part d'une adulte vis-à-vis d'adolescents, de mon point de vue). Je les ai interrogés, quelques années plus tard, à propos des raisons de leur « geste ». Ceux-ci, devenus adultes, m'ont répondu en souriant : « on ne sait pas... c'était juste pour faire les cons ». Sans la relation de confiance, que nous avons construite progressivement, je n'aurais pas été convaincue par leur réponse. Celle-ci, fort instructive, propose une formulation alternative à celle de : « semer le trouble ».

dans le texte reproduit plus haut⁵⁵⁵, selon laquelle le mot « insécurité » désigne un état des relations. Cette hypothèse est confortée par l'expression « climat d'insécurité », employée par le commanditaire. Le mot : « climat », assorti d'un qualificatif, est couramment employé pour décrire la nature des relations au sein d'un groupe ou d'une organisation. Il s'agit donc d'un climat d'« hostilité », au sens relationnel et affectif du terme : mésestente, discorde.

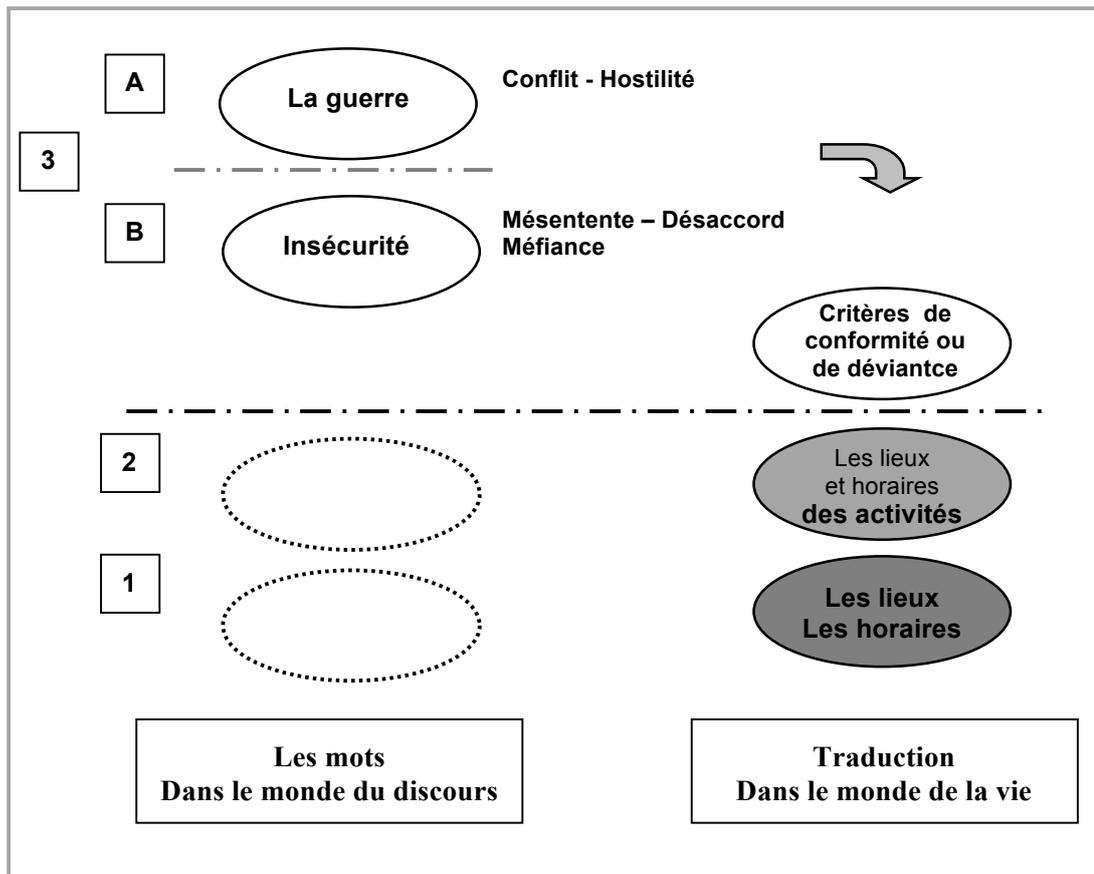


Figure VI-5 : La traduction du discours sur l'« insécurité »

Il est à présent possible de répondre à la question de la signification, attribuée à ces activités, dans le contexte de leur accomplissement, qui renseigne sur les « raisons d'agir » (cf. la figure précédente : Figure VI-4, p. 531). Dès lors que l'on a distingué les actions effectivement accomplies, et les définitions qui leur sont attribuées, il est possible d'envisager ces actions sous un autre jour. De la même manière que les

⁵⁵⁵ Voir : « De la propreté à la sécurité », (p. 514).

activités de la vie quotidienne ne consistent pas à « salir », mais à « jeter », pour évacuer ses déchets, les activités des jeunes gens ne consistent pas à « semer le trouble ».

Comme l'indique Howard Becker, qui attire l'attention sur le risque que courent les sociologues de « *construire des théories à propos d'activités qui ne se déroulent jamais comme nous l'imaginons* », les « raisons d'agir » sont souvent beaucoup plus communes qu'elles n'y paraissent :

Si nous regardons de près ce que nous observons, il est très vraisemblable que nous verrons les faits sur lesquels les théories interactionnistes attirent l'attention. Nous constatons que les gens qui se livrent à des actes conventionnellement considérés comme déviants ne sont pas mûs par des forces mystérieuses et inconnaissables : ils font ce qu'il font pour des raisons tout à fait identiques à celles qui motivent les activités les plus ordinaires [Becker, 1985, p. 216].

Les jeunes gens font en effet ce que font toutes les personnes qui organisent des moments de rencontre conviviale, et pour les mêmes raisons : entretenir des relations sociales et passer des moments agréables⁵⁵⁶. L'appréciation négative, portée sur les activités jugées déviantes, empêche d'envisager que celles-ci puissent être motivées par la recherche de la joie, du plaisir et de la sensation d'être vivant, comme en témoigne Yazid Kherfi :

Le plaisir était quotidien dans la vie de la bande. C'était d'abord le plaisir du jeu, les jeux de gosses, les jeux dans la forêt, dans la rue, puis peu à peu on a trouvé du plaisir à faire des conneries. On s'amusait à renverser les poubelles que l'on trouvait sur la route qui menait du Val-Fourré au centre de Mantes, on lançait des pierres dans les fenêtres des appartements et on faisait du bruit, la nuit, pour réveiller les gens. Toutes ces choses interdites nous procuraient une joie immense. On en riait. On riait souvent. On riait parce qu'on se sentait différents, loin de ces petits pères tranquilles qui rentrent chez eux le soir après leur journée. De ces petits pères qui boivent et qui finissent leur vie, inutiles, comme ceux que l'on voit aujourd'hui dans les quartiers, assis à ne rien faire,

⁵⁵⁶ Sous cet angle, on peut considérer que ce sont les plus jeunes qui mènent une vie sociale active, au sein des immeubles. La « normalité » de la vie des adultes, consiste essentiellement à « rester chez soi » et à limiter les relations sociales.

la tête baissée, ne trouvant de plaisir qu'à discuter entre eux [Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 38]⁵⁵⁷.

La question de savoir pour quelles raisons, au cours de ces rencontres, les jeunes gens laissent des déchets dans les lieux qu'ils occupent et, éventuellement, urinent et détériorent divers équipements, renvoie également aux considérations évoquées dans le cadre de l'enquête sur le thème de la « propreté »⁵⁵⁸.

« Respecter » les lieux signifie leur attribuer une valeur. Cela suppose de se sentir inclus dans la collectivité dont ces lieux forment l'« espace commun », de partager les normes en vigueur ou d'avoir des raisons d'accepter de s'y conformer :

[...] ce qui est le plus important, pour l'étude des comportements ordinairement désignés comme déviants, c'est que la perspective des individus qui adoptent ces comportements peut être totalement différente de celles des gens qui condamnent ces mêmes comportements. Un individu peut estimer en effet qu'il est jugé selon des normes qu'il n'a pas contribué à élaborer et qu'il n'accepte pas, mais qui lui sont imposées de force par des « étrangers » [Becker, 1985, p. 39-40]⁵⁵⁹.

⁵⁵⁷ Véronique Le Goaziou ajoute à ce sujet [p. 137] : « [...] quelle violence évoque Yazid quand il parle de lui enfant ? Les bagarres entre bandes de gosses turbulents, les attaques dans les bois qui jouxtent le Val-Fourré, les lancers de pierres ou de bouts de ferraille dans les caves, qu'est-ce que c'est ? Des jeux de gosses ou des conflits sérieux ? Des instants de vie intenses, mais peut-être pas plus que ceux durant lesquels Yazid et ses copains jouent aux billes dans le sable ou glissent sur le toboggan, ou bien des instants de nature spécifique qui formeraient comme l'esquisse de futurs comportements violents ? Ces questions sont en elles-mêmes indécidables. Seule la réalité qu'elles traduisent décide pour elles, oriente et détermine les réponses. Aussi, ce sont souvent les autres qui transforment les jeux de mômes en des comportements d'agression, qui transforment même les mômes en des « violents », c'est-à-dire non plus des enfants parfois capables d'accès brusques mais des enfants figés dans leur rapport violent au monde ».

⁵⁵⁸ Le ramassage des déchets est un des enjeux de mes négociations avec mes jeunes voisins. Lorsque les relations sont bien établies, ils s'efforcent de laisser les lieux en bon état et font valoir cette marque de bonne volonté de leur part. Dans d'autres situations, ils peuvent accepter de se charger du nettoyage sur demande insistante, ou le font spontanément quand bon leur semble. L'attitude des adolescents, vis-à-vis des espaces qu'ils occupent, peut être également comparée à celle que nombre d'entre eux adoptent vis-à-vis de leur chambre, en opposant leurs propres normes à celles de leurs parents.

⁵⁵⁹ Michel Serres, qui observe que les tagueurs sont réprimés, tandis que les publicitaires sont honorés, imagine la plaidoirie du tagueur : « *Entendez donc, comme moi, la plaidoirie, vive, du tagueur, révolté, traîné même quelquefois devant les tribunaux, contre le publicitaire, honoré, légal, dominant, payeur* : “ De quel droit t'appropries-tu l'espace par tes grimaces répétées partout [...] et par là l'esprit de tes contemporains ? J'ai le droit, moi aussi, pourquoi pas, de me conduire comme toi. [...] tu dis que je conchie les murs et les portes du métro, mais ne trouves-tu pas mes œuvres plus originales, moins itératives que les tiennes, qui répètent partout, brenneusement, la même marque ? Sans courage, tu ne signes même qu'elle, la tienne ou celle qui t'achète ; moi, je signe, en personne,

Toutes les dispositions prises, pour leur interdire l'accès de certains lieux, ont pour conséquence de leur confirmer que ceux-ci ne sont ni « communs » ni « partagés ». On voit ici que les « solutions », visant à protéger les habitants des nuisances et de la confrontation avec les jeunes gens, alimentent les tensions (cf. : « Les cercles vicieux », compte-rendu, p. 439). Les locataires ont mentionné que l'installation des caméras, dans les cours, avaient incité les « jeunes » à se réfugier dans les halls. Et que, lorsque les équipes de sécurité, sollicitées par les habitants, les en éloignaient, ils s'y installaient à nouveau, après leur départ. On peut imaginer que déjouer les stratégies des adultes ne présente pas de difficulté, et que cela puisse procurer aux jeunes gens des occupations réjouissantes.

Pour intervenir dans la situation, et comme l'ont suggéré certaines des personnes auditées (cf. « Espoir d'améliorer : volonté d'agir, des propositions », p. 440), il s'agit au contraire d'assumer la « confrontation », d'engager des relations, avec les jeunes et les adultes, pour : « *désamorcer, relativiser, dialoguer, se connaître, comprendre* ». On verra cependant, ci-après, les écueils qui se présentent devant cette perspective.

2) Un conflit indicible

Le rôle de la métaphore, au sein du *Modèle méta*, est de révéler la signification tacite des propos composant le « discours », et de fournir des informations sur l'origine des sentiments exprimés, ceux-ci ne semblant pas, au premier abord, justifiés par la « réalité » de la situation concernée. Or, cette question se présente ici d'une manière particulière, car les sentiments de peur et d'inquiétude, qui ont été exprimés, semblent justifiés par le fait que l'expression « insécurité » est communément associée à celle de « délinquance » et de « criminalité ».

On a vu de quelle manière, le caractère « déviant » pouvait être attribué à certaines activités. La relation entre la « déviance » et la « délinquance » peut être expliquée par le biais de « mécanismes » réflexifs identiques. Les activités « déviantes » sont pratiquées par des personnes « déviantes », parmi lesquelles se recrutent les « délinquants ». Le fait que des jeunes gens « traînent dehors » durant la journée,

mes propres tableaux« » [Serres, 2008, p. 58].

atteste du fait qu'ils ne sont ni à l'école, ni au travail, et leur présence durant la nuit, laisse supposer qu'ils se livrent à des activités « délictueuses » (ce sont les délinquants qui sont « dehors » pendant la nuit).

Cependant, ces considérations ne permettent pas d'expliquer en quoi, les activités dont il est question (y compris celles qui sont reprochées par la loi), mettraient les locataires en situation de danger, justifiant leur peur. Mon hypothèse, issue des réflexions exposée ci-dessus (cf. : « Métaphore guerrière », p. 452), est que la peur et l'inquiétude ont une autre origine. Elles résultent du constat du « conflit social » en cours (conflit de pouvoir et de territoire), et de la « menace » que représente la perspective d'une « défaite ». C'est-à-dire le fait de devoir se « soumettre » aux modes de vies des nouveaux arrivants, ou de devoir quitter les lieux (« *désserter* »).

Pour quel raison la teneur du conflit, et les peurs éprouvées ne s'expriment-ils pas plus ouvertement ? Il existe en effet des situations, dans lesquelles un conflit peut s'énoncer, chaque partie exposant ses récriminations et faisant valoir ses droits. La difficulté qui se présente concerne, justement, la légitimité de ces récriminations et de ces droits. Les récriminations à l'encontre de familles « immigrées » laisse sous-entendre une attitude raciste. Et le fait de revendiquer leurs « droits », pour les familles « plus aisées, françaises, et blanches », peut être lue comme l'exigence de conserver leur position de domination sociale. Cette difficulté se double pour elles, de la conscience d'avoir bénéficié d'une situation « privilégiée », en occupant des logements confortables, en principe destinés au « logement social ».

Par ailleurs, l'idéal de « solidarité » ou, selon les expressions plus récentes, l'idéal de « mixité sociale », « diversité culturelle », ou « *du vivre ensemble* », interdit l'expression de désaccords (cela, également dans les contextes où les différences sociales sont moins tranchées)⁵⁶⁰. Cette idéalisation fait oublier que, si le fonctionnement collectif est fondé sur un accord, portant sur un certain nombre de normes, cet accord lui-même (sauf à le considérer comme immuable) résulte d'une construction, consistant à prendre en compte les divergences, afin de définir de nouvelles normes. Elle fait également oublier que cette construction n'exclue pas les

⁵⁶⁰ « *Ma préconisation principale* » dit Yazid Kerfi (cf. ci-dessus, p. 516) : « *reste de communiquer et d'accepter d'entendre le conflit. Dans le cas contraire, chacun continuera à être alternativement la victime et le bourreau de l'autre* » [Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 188].

conflits, ni l'existence de « rapports de force », basés sur une certaine hiérarchie sociale (y compris au sein des « milieux populaires »)⁵⁶¹.

Dans la situation des immeubles de la Porte d'Orléans, comme dans celle de la ville de Saint-Denis, décrite au cours des précédentes enquêtes, il existait un groupe dominant (issu de la culture ouvrière, pour ce qui concerne la seconde), capable de faire respecter ses propres normes, sans avoir à l'énoncer. Cela n'est plus le cas. Exprimer la teneur du conflit exigerait d'assumer la revendication du maintien de cette « domination », ou de renoncer à cette position pour entamer une négociation à « parties égales ».

Mais cette égalité n'est guère concevable, dans la mesure où les familles « qui posent problème » sont situées aux niveaux inférieurs de la hiérarchie sociale et, surtout, les « fauteurs de troubles » entrent dans la catégorie des « déviants » et/ou des « délinquants », ce qui, précisément, interdit de considérer qu'il s'agit de « gens comme nous » [Becker, 1985, p. 27]⁵⁶². Par ailleurs, si le groupe autrefois dominant, le reste sur le plan de la hiérarchie sociale et dans sa capacité à s'adresser à diverses instances, pour faire valoir ses revendications, il ne dispose pas de moyens concrets pour les faire aboutir (comme le constat en a été fait par les personnes auditées). Le « rapport de force » est donc, en pratique, défavorable.

On peut comprendre que cette situation soit source d'inquiétude, de peur, et d'une certaine amertume. Elle peut également être ressentie, comme une humiliation, ainsi que je l'ai suggéré, par le biais de la « métaphore guerrière » (cf. « Faire la paix », p. 453). J'ai également avancé cet argument à propos des récits portant sur l'« épreuve » de la traversée des halls, occupés par les « jeunes »⁵⁶³. Ces

⁵⁶¹ « [...] les adolescents se trouvent plutôt entourés de normes faites par des personnes plus âgées et rangées [...]. De même, il est à plusieurs égards exact que, dans nos sociétés, ce sont les hommes qui élaborent les normes pour les femmes (quoiqu'en Amérique les choses soient en train de changer rapidement). Les Noirs se trouvent soumis aux normes faites pour eux par les blancs, comme les immigrés et les autres minorités ethniques le sont aux normes faites pour eux par la minorité anglo-saxonne protestante. Les classes moyennes élaborent des normes auxquelles les classes populaires doivent obéir, dans les écoles, les tribunaux et ailleurs » [Becker, 1985, p. 41].

⁵⁶² « De celui qui commet une infraction de la circulation ou de celui qui un peu trop bu dans une soirée, nous pensons que c'est un individu somme toute pas très différent des autres, et nous traitons sa transgression avec tolérance. Mais nous estimons que le voleur est déjà moins semblable à nous et nous le punissons sévèrement. Quant aux crimes tels que le meurtre, le viol ou la sédition, ils caractérisent à nos yeux leurs auteurs comme de véritables étrangers à la collectivité ».

⁵⁶³ Voir la note n° 450 (p. 445).

témoignages laissent en effet penser que les sentiments exprimés sont plus de l'ordre du malaise, que de celui de la peur. Et, pour ce qui concerne les peurs exprimées de façon explicite, elles ne me semblent pas contredire cette lecture : peur que les choses empirent, qu'il se passe quelque chose de grave, que les problèmes des banlieues se répercutent sur la périphérie de Paris, que les « bandes » présentes dans le quartier entrent dans l'enceinte des immeubles.

Selon moi, c'est cette dimension du conflit qui constitue le « non-dit » du « discours ». Et l'expression « insécurité » a pour effet de maintenir ce « non-dit » en l'état (cf. ci-après). L'illégitimité des sentiments ressentis incite à « dramatiser » les faits en cause, à mettre en avant les activités les plus « répréhensibles » et les plus « objectivement » inquiétantes, afin de faire apparaître ses sentiments sous les traits d'une peur « légitime ».

Les processus de justification sont d'ordinaire considérés comme la preuve de l'absence de sincérité des témoignages⁵⁶⁴, et le fait d'accorder du crédit aux réactions émotionnelles des gens, est vu comme une attitude « populiste ». Il m'apparaît à présent que ce point de vue a des conséquences néfastes, contraires aux options idéologiques qu'il prétend servir. Le fait de ne pouvoir s'exprimer, de ne pas obtenir de considération, incite à rechercher cette considération et cette légitimité, auprès des mouvements qui sont prêts à les accorder, mais en renforçant le processus de « dramatisation » et de « ségrégation », déjà à l'œuvre au sein du fonctionnement social⁵⁶⁵.

Comme on le verra ci-après, il s'agit justement de prendre en compte la dimension émotionnelle et affective des relations sociales, de manière à la dissocier des questions de « criminalité », de « délinquance » ou d'« immigration » elles-mêmes

⁵⁶⁴ Les étudiants, participant aux enquêtes, disent volontiers que les gens ne « disent pas la vérité ». On voit ici que, le fait d'abandonner les critères d'« objectivité » et de « vérité », et le fait d'accorder la même légitimité à tous les propos, permet d'accéder à une précieuse « matière » d'analyse.

⁵⁶⁵ « *Le racisme et la violence dans les milieux populaires témoignent de la manière dont les uns et les autres perçoivent la réalité sociale. Même déformée et parfois transformée en préjugés, cette réalité est vécue au travers d'expériences qu'il importe d'entendre et de ne pas confondre avec de simples chimères. Les expériences vécues par des enfants d'immigrés algériens sont réelles, les injustices, les humiliations subies dans un climat de marginalisation par eux et par leurs parents sont réelles. Mais non moins réelles sont les expériences négatives et douloureuses vécues par beaucoup de prétendus "racistes", victimes des violences par lesquelles s'exprime la quête de réparation de ces enfants de la banlieue* » [Rojzman, in Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 10].

fort complexes et mal définies, (auxquelles s'ajoutent à présent celle de « terrorisme » et de « radicalisation »⁵⁶⁶), qui viennent encombrer la définition du « problème » en cause.

3) De la nécessité d'appeler « un chat un chat »

L'expression « insécurité » me semble en effet offrir l'avantage de dissimuler la présence d'un conflit social, dont la nature heurte les idéaux de « mixité sociale », promu par la plupart des démarches auxquelles les habitants sont invités à participer. Le fait que le « problème » en cause peine à se formuler clairement, au moyen des expressions du langage courant, coïncide avec cet argument⁵⁶⁷.

Autant les mots du langage courant disent ce qu'ils veulent dire. Autant un mot comme celui d'« insécurité » permet d'induire une signification, celle de « criminalité » ou de « délinquance », tout en évitant de l'énoncer, et en dissimule une autre. Comme on l'a vu, le fait de recourir ouvertement à des mots qui se rapportent à la notion de « criminalité » montre leur inadéquation avec la situation vécue. Et les mots du langage courant, adaptés à cette situation, comme celles de : « semer le trouble », « ceux qui ne respectent pas », expriment (bien que de façon implicite) la signification de « discorde » que l'on ne souhaite pas faire apparaître⁵⁶⁸.

On voit ici tout l'intérêt de faire appel au langage courant pour révéler les significations implicites, et j'ajouterais également celui du langage le plus familier, d'ordinaire absent des lieux conventionnels du débat public. Celui-ci a le mérite de s'affranchir des interdits dictés par la bienséance et s'autorise à « appeler un chat, un chat ». Dans le cadre de l'enquête sur le thème de la « propreté », c'est au travers des expressions : « foutre la merde » et « foutre le bordel » que la relation entre

⁵⁶⁶ L'« exercice » consistant à mettre en lumière les activités du *monde de la vie*, correspondant à ces deux dernières expressions, permettraient certainement de distinguer les activités pouvant être désignées par des mots tels que : « meurtre » ou « massacre », celles qui concernent des pratiques relevant de cultes religieux, et celles qui concernent des pratiques d'ordre vestimentaire ou alimentaire, par exemple.

⁵⁶⁷ Voir : « L'expression : insécurité » (p. 527).

⁵⁶⁸ On peut remarquer que la « question de lancement » n'a pas su introduire l'élément « dérangeant » permettant de soulever le voile du « non-dit » (cf. les analyses à ce propos, concernant l'enquête sur le thème de la « propreté » - Partie IV, p. 222). On peut penser que celui-ci est particulièrement « ancré » culturellement, au point que l'équipe des enquêteurs n'a pas pu s'en affranchir.

« désordre » et « saleté » a pu apparaître, au cours du travail d'analyse des entretiens, et faire l'objet des premières découvertes, réalisées au cours des travaux de recherche⁵⁶⁹. L'expression : « faire les cons », par exemple, citée plus haut (p. 532, cf. note n°554), suggère que celle de : « conneries d'adolescents » pourrait qualifier la plupart des activités des « fauteurs de trouble ». Elles entreraient alors dans la catégorie des transgressions qui n'exigent rien d'autre que des réprimandes plus ou moins vigoureuses (cf. également, p. 535).

En induisant l'idée de « criminalité », l'expression « insécurité » introduit une ambiguïté bienvenue, permettant de « travestir » le conflit social en une confrontation entre les « bons et les méchants » [Becker, 1985, p. 153]⁵⁷⁰. Comme je l'ai suggéré précédemment, elle permet généralement aux bailleurs et aux municipalités d'éviter la prise en compte de la complexité politique et sociale sous-tendue par ces questions, et de se « réfugier » derrière l'étude des « mesures de sécurité » réclamées par les premiers pour se protéger des seconds⁵⁷¹.

Ces analyses confirment la pertinence de l'hypothèse retenue, au cours de l'expérience relatée plus haut, impliquant les habitants de mon immeuble, hypothèse selon laquelle le refus de recourir aux mots « insécurité » et « délinquance »,

⁵⁶⁹ Voir le compte-rendu de l'enquête (p. 10) ; et les développements plus haut (Partie IV, p. 322). J'ai également mentionné précédemment (cf. note n° 304, p. 282) l'exemple de l'expression « déjections canines » qui, au cours des réunions publiques, remplace les expressions plus familières prononcées au cours des entretiens d'enquête, celles de : « crottes de chien », « pisse » et de « merde », qui évoquent bien davantage les sensations éprouvées en présence des « choses » dont il est question.

⁵⁷⁰ Voir la citation (note n° 351, p. 325). - L'épisode véritablement dramatique, survenu dans le centre de Saint-Denis au début de l'année 2008, a été traduit dans les mêmes termes « de bons et de méchants ». Un jeune adulte avait utilisé une arme à feu contre un groupe, réuni dans un local désaffectué, tuant l'un des jeunes présents et blessant deux autres, dont un gravement. Ils s'agissait de voisins, les plus jeunes enfants des différentes familles fréquentaient la même école. Plutôt que de considérer la situation qui avait conduit nos jeunes voisins à s'entre-tuer, la version officielle des « faits » avait transformé l'un en « criminel » et les autres en « victimes innocentes ». Les militants associatifs du quartier, qui avaient plaidé pour que les habitants puissent se saisir de cet événement et engager des discussions entre adultes et avec les jeunes gens, n'ont pas été entendus.

⁵⁷¹ Charles Rojzman mentionne le risque de séparation entre des « mondes » qui se vivent comme différents : « *J'ai la conviction, depuis longtemps, que c'est à partir d'incompréhensions réciproques et de représentations faussées que des conflits sociaux peuvent se transformer en conflits soi-disant ethniques, ou que des mondes peuvent se séparer définitivement, les uns barricadés et protégés par des systèmes de surveillance et de sécurité sophistiqués, les autres réduits à la misère, la violence et la drogue. La démocratie se nourrit de diversités et de conflits. Mais elle peut aussi être détruite par ces mêmes conflits, s'ils ne sont pas régulés et acceptés* » [Rojzman, in Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 9-10].

permettrait d'échapper à cette ambiguïté⁵⁷². J'ai indiqué que la tournure positive de cette soirée m'avait impressionnée, les résultats concrets dépassant mes espérances. A la lumière des développements ci-dessus, il m'apparaît cependant que le « dispositif » mis en œuvre, reposait sur un autre élément déterminant. L'approche de l'équipe, consistant à « *prendre en compte la dimension émotionnelle du vécu des situations, et à favoriser l'expression des habitants dans ce sens : le vécu et les sentiments des uns et des autres devant être entendus et reconnus, en dehors de tout jugement* », a eu pour effet, justement, de légitimer ces sentiments, d'éviter les « surenchères » et d'apaiser les tensions.

4) Renoncer à l'idéalisation des relations sociales

Pour effectuer le passage de la « sécurité » à celle des « relations de voisinage », il est nécessaire de renoncer à l'idéalisation des relations sociales. Comme l'énonce une des personnes auditées : « *il faut se coltiner la réalité. On n'est pas obligé d'être amis* »), et de renoncer à la « dramatisation » des difficultés présentes. Il s'agit de prendre en compte la dimension banale, des difficultés occasionnées par la vie collective et la cohabitation de différents modes de vie et aspirations⁵⁷³, en particulier dans le contexte de l'habitat social, où cette cohabitation est loin d'être choisie⁵⁷⁴.

Personne n'accepte de bon gré de se soumettre à un mode de vie qui n'est pas le sien, à plus forte raison quand des changements interviennent dans une situation établie de longue date. Il n'est pas besoin de faire référence à la « délinquance » ou la « criminalité », ni de défendre des thèses racistes ou discriminatoires, pour admettre que la simple question des horaires de vie, adoptées par les différentes familles, et les différentes tranches d'âge, puissent créer des conditions de cohabitation difficiles, comme le montre le témoignage qui suit, par lequel j'avais choisi de clore le texte des *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013, p. 59-61] :

⁵⁷² Voir plus haut (Chapitre I, p. 516).

⁵⁷³ Indépendamment du sujet de la relation avec les « jeunes », diverses difficultés liées aux modalités de cohabitation ont été évoquées au cours de l'enquête : les jeux des enfants dans les espaces extérieurs (en principe interdits), le bruit dans les appartements, à des heures tardives, le dépôt d'ordures dans les cours, divers incidents (des dégâts des eaux répétés par exemple).

⁵⁷⁴ « *La proximité spatiale forcée de groupes sociaux différents se traduit localement par des conflits et des mises à distance* » [Fijalkow, 2004, p. 41].

Au moment où je rédige ces lignes, le prochain séminaire des *Fabriques de sociologie*, prévu le 8 juin [2013] dans les locaux de l'Université de Paris 8, se prépare. Les nombreux messages échangés avec Pascal [Nicolas-Le Strat] trouveront bientôt place dans le « journal » de nos correspondances. Je livre ici l'un de ces échanges, au cours duquel nous envisageons les perspectives d'une « sociologie nocturne ». Celui-ci montre que les enjeux à l'origine du projet *Dédaldilo*⁵⁷⁵ sont toujours présents. Les « succès » remportés au cours de ces expériences fragiles ont ouvert des perspectives, montré des possibles, mais le travail est à refaire constamment et la tâche semble parfois bien lourde :

En lisant ton mail hier, je t'enviais de pouvoir profiter d'un peu de calme. Chez moi, comme prévu, les mômes et les ados qui ont été longtemps enfermés, se sont tous précipités dehors avec le soleil. Avant-hier, je suis intervenue à 3h du matin pour demander aux grands de se calmer un peu. Je me disais qu'en vieillissant, j'allais peut-être finir par avoir envie de me trouver un endroit un peu moins agité [MB-26/04/13].

C'est vrai que des moments comme ceux que je t'ai décrits sont forts⁵⁷⁶, et ils m'aident à tenir face à ce qui est difficile à vivre au quotidien, et face au sentiment que nous n'avons pas de moyens suffisants pour agir. La succession des groupes d'enfants et de jeunes sous mes fenêtres, en ces temps de vacances, est quasi invivable. Pas un adulte ne montre son nez. J'ai gagné quelques points en discutant l'heure d'arrêt des jeux de ballon. Les plus grands ont demandé 20 minutes de plus, signe que le jeu de la négociation était en train de fonctionner, et que j'ai acceptées.

Il faudrait un boulot fou pour que les habitants se mettent un minimum d'accord sur quelques bases communes. [Pas si facile à vivre] la « mixité sociale » et « le vivre ensemble ». Quand les petits sont encore dehors avec leurs rollers et trottinettes, à 21h30 (sur des dalles de béton aussi sonores que des tambours), je suis sur le point de craquer. Et je me dis que pour les familles africaines, ça n'est peut-être pas un problème, et de quel droit leur imposer nos propres critères horaires. Le seul moyen serait de s'ajuster... ou alors de partir. C'est ce que cherchent à faire tous ceux qui en ont la possibilité.

⁵⁷⁵ Voir plus haut (p. Chapitre I, p. 496)

⁵⁷⁶ Voir ci-après.

Et pour faire quelque chose de ces relations dont nous parlons, il faudrait m'y consacrer bien davantage... et moi, je suis devant mon ordinateur, avec mon casque sur les oreilles, pour m'isoler de l'extérieur. Peut-être que les impasses, dans lesquelles nous sommes, obligeront à tenter quelques pistes inédites. [MB-30/04/13].

Mon expérience personnelle confirme que la question posée est bien celle des relations, et de leur dimension affective. Les moments que j'évoquais ci-dessus, m'aidant « à tenir » face aux difficultés quotidiennes, en témoignent. Au cours de mes échanges avec Pascal Nicolas-Le Strat, j'ai rapporté une discussion, avec deux jeunes voisins installés devant ma porte, valant « *une mention spéciale dans le journal de la sociologue de banlieue* ». Pour répondre à leur question, au sujet du fait que je ne dormais pas à cette heure avancée de la nuit, j'avais dû en effet expliquer que je rédigeais une thèse [*Ibid.*, p. 59-60] :

Et me voilà en train de parler de « cadres d'interprétation », à 4h du mat. sur le pas de ma porte, avec deux jeunes mecs bourrés ! J'ai utilisé le même exemple qu'avec les jeunes de la dernière fois : comment fait-on pour considérer des jeunes comme eux, qui traînent dans les coursives, autrement que comme des délinquants ou des « racailles » ? Apparemment, c'est reçu « 5 sur 5 » [...]. Ce même garçon a tenu à me dire, avant que je les quitte, qu'il m'aimait bien, parce que j'étais « juste » : quand je leur parle en les regardant en face, ils ne peuvent pas tourner la tête, a-t-il précisé. C'est troublant non ? D'autant qu'un autre, parmi ceux que j'ai « engueulés », il y a quelque temps, me fait signe de la main, en riant, quand il m'aperçoit à ma fenêtre, et un troisième « zozo » me crie : « Madame, on vous aime ». Bon sang, tout cela est drôlement engageant [...]. Mon hypothèse que, derrière les questions d'« insécurité » se cachent des histoires de relations affectives (des histoires d'amour dit Yazid Kherfi) [⁵⁷⁷], semble se confirmer [MB-26/04/13].

⁵⁷⁷ « Aujourd'hui, je me dis que mes amis de la bande et moi-même sommes passés à côté de la vie car on ignorait ce qu'elle était. Nous avons eu l'impression d'être différents, par nos actes délictueux, par les risques que nous prenions pour épater la galerie, par nos belles voitures et nos beaux vêtements. Finalement, nous agissions surtout en référence aux autres, nous avons existé à travers leur regard, mais qu'avons-nous fait pour nous-mêmes ? N'étions-nous pas l'ombre de nous-mêmes, à cause de cette souffrance que l'on cachait, à cause des carences, notamment celles de l'affection et de l'amour ? » [Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 130].

II.B - La recherche comme condition de l'engagement social

II.B.1. Les limites de la cohabitation

La question qui m'est posée quelques années plus tard (en 2017), quant à l'avenir de mon engagement dans « ce morceau de territoire de banlieue », tient à la possibilité de maintenir un équilibre entre la satisfaction que j'en retire et la lassitude des désagréments de la vie quotidienne.

La situation de mon immeuble a effet évolué, au cours des années qui ont suivi la réalisation de l'enquête. L'arrivée progressive de familles africaines a augmenté de façon importante le nombre d'habitants, et surtout le nombre d'enfants, qui ne vivent pas selon les mêmes rythme horaires, que ceux des familles des « classes moyennes blanches » installées précédemment. Les enfants sont très présents dans les espaces de l'immeuble, hors de la présence des parents, avec lesquelles il est donc difficile d'engager des relations. Cette évolution n'a pas créé les tensions rencontrées dans le quartier de la Porte d'Orléans, ni d'incidents notables. La question de la « délinquance » ne s'est pas posée de manière plus aigüe qu'auparavant (j'ignore ce qu'il en sera quand les « jeunes », présents actuellement, seront remplacés par les générations suivantes, beaucoup plus importantes en nombre).

Cependant, les locataires ne portent plus la même appréciation sur leur lieu d'habitation, considérant que son « prestige » disparaît et qu'on y loge « n'importe qui »⁵⁷⁸. Il semble que, par le biais des « mécanismes » réflexifs évoqués plus haut, l'attribution de logements à un nombre important de familles africaines laisse supposer que le « statut » de l'immeuble est déprécié⁵⁷⁹. Ce point de vue peut inciter les locataires à déménager, et inciter les personnes, sollicitant un logement, à choisir un lieu plus « coté ».

⁵⁷⁸ L'expression « prestige » est issue d'un des entretiens de l'enquête (cf. p. 438). Elle n'est pas employée par mes voisins, qui ont plutôt recours à des formulations telles que : « on est tout de même au centre-ville ! ». Quant à la seconde expression : « ça n'était pas n'importe qui », elle qualifiait les anciens locataires, dans le cadre de l'enquête (*Idem.*). De la part de voisins, j'ai effectivement entendu à ce sujet : « on loge n'importe qui », ou : « tu as vu qui on nous met ».

⁵⁷⁹ Les apparences peuvent laisser supposer que les instances attribuant les logements choisissent certains immeubles, plutôt que d'autres, pour loger les familles africaines. Certains immeubles du quartier ont accueilli de nombreuses familles, plusieurs années avant d'autres.

Pour ma part, j'entretiens des relations cordiales avec mes voisins directs, mais j'ai pu constater que la « mixité sociale », dont j'ai cru longtemps que mon immeuble offrait un exemple satisfaisant, n'apparaissait pas sous les mêmes traits, dès lors que le groupe social auquel je me réfère n'est plus le groupe « dominant » en nombre, et en capacité de faire respecter ses propres normes. J'ai fait la désagréable expérience de me rendre compte que le fait d'avoir à se plier aux modes de vie de personnes, classées aux degrés inférieurs de l'échelle sociale, n'était pas aussi facile à admettre que j'aurais aimé le croire.

Il me semble cependant que ce sentiment de la confrontation entre des groupes sociaux distincts est conforté par l'absence de relations réelles. Les habitants ne forment pas des groupes homogènes, et les modes de vie ne sont pas aussi unifiés qu'ils le paraissent. Lorsque je suis en relation directe avec des personnes, je ne les considère pas en tant que représentantes des familles africaines, mais en tant que Monsieur X et Madame Y. Cependant, la possibilité d'engager des relations pour tenter de mieux accorder les différents modes de vie en présence, se heurtent à d'importantes difficultés.

Les lieux naturels de rencontre sont inexistantes. L'association de locataires, bien que relativement « ouverte », était essentiellement composée des représentants de ce groupe « dominant », aujourd'hui affaibli. Engager des initiatives collectives nécessiterait donc de reconstruire au préalable, une équipe susceptible de les porter. Le projet associatif « *Dédaldilo* », mentionné précédemment, avait permis de dépasser une première phase de découragement de l'association (cf. Chapitre I, p. 496). Mais celui-ci n'avait pas connu de prolongement, faute de soutien suffisant de la part de la municipalité. (J'exclue le bailleur, très peu présent à cette période, et totalement absent aujourd'hui).

Malgré les appréciations positives qui avaient salué cette opération – et un soutien effectif au cours des deux premières éditions –, la démarche justifiant son succès, n'avait pas été comprise, et les moyens permettant de la reconduire n'avaient pas été réunis. L'expérience a montré que cette initiative trouvait son sens, au travers du fait qu'elle était portée par une équipe d'habitants. Mais l'engagement nécessaire, de la part de ceux-ci, dépassait de loin le cadre des activités bénévoles. Sa poursuite ne pouvait être envisagée sans les moyens permettant de les rétribuer. Je suis réservée,

aujourd'hui, sur la possibilité de faire valoir la pertinence des projets de ce type, et sur la capacité des démarches municipales « participatives » à favoriser de véritables dynamiques collectives.

II.B.2. Abandonner l'idéal de la « mixité sociale »

A la suite de mes expériences récentes, je ne sais plus exactement que penser de cet idéal de « mixité sociale » que j'ai longtemps partagé. La « mixité » me paraît toujours préférable à la séparation stricte des différentes catégories de population, comme le souligne Yazid Kherfi, à propos du « mélange » : *« Au début, on ne se rend pas compte combien c'est important d'être mélangés. C'est petit à petit qu'on s'est aperçu qu'on voyait de moins en moins de Français [...]. En réalité, il est demeuré quelques familles françaises, mais c'était des gens comme nous, c'est-à-dire des gens pauvres »* [Kherfi, Le Goaziou, 2003, p. 29].

Mais cet idéal est-t-il réalisable ? Comme le suggère Yankel Fijalkow, l'espace de la ville n'a-t-il pas toujours été le lieu de différentes formes de ségrégations : *« Alors que la ville est présentée de manière idéologique comme un lieu de mélange, la séparation physique est perçue comme une rupture, un enfermement. Mais la ville non ségrégée a-t-elle jamais existé ? »* [Fijalkow, 2004, p. 53].

Peut-être faut-il abandonner cet idéal, se centrer sur les conditions qui permettraient de faciliter la cohabitation et explorer toute la complexité de la question des rapports sociaux. Admettre, par exemple, l'écart qui existe entre des positions idéologiques et la capacité à vivre ce que celles-ci sous-tendent (plutôt que les nier en continuant d'afficher des positions « politiquement correctes »).

Chercher à comprendre comment un quartier comme celui de la ZAC Basilique, situé au cœur de la ville, bénéficiant d'un réseau de transport des plus denses, dont l'architecture a fait l'objet d'une attention particulière, a pu connaître, au fil des années, le même sort que les cités des « quartiers relégués ». Il est possible que tous les acteurs des « logements sociaux » s'accordent à les constituer, progressivement, comme des « cités de banlieue ». La réflexion d'un enfant m'avait particulièrement interpellée à ce sujet. Croisant un groupe d'enfants, en train de jouer au milieu de

détritus, je les ai abordés en le leur faisant remarquer, et leur disant qu'ils ne jetaient pas tout cela par terre, dans leur maison. L'un d'eux m'a répondu : « Mais madame, ici c'est une cité ». Peut-être que les personnes qui déposent leurs sacs poubelles, dans les coursives de l'immeuble, suivent le même raisonnement ?

En tout cas, selon mon expérience, les bailleurs sociaux et leurs personnels jouent un rôle essentiel sur ce point. Ceux-ci considèrent les habitants comme des « assistés » et agissent selon le principe : « c'est bien assez bon pour eux ». A l'occasion de la rénovation de mon immeuble, en 2014, par exemple, la mise au norme électrique a consisté à saccager brutalement les aménagements des locataires, en barrant les murs d'installations en plastique, en posant des néons et des lampes conformes à l'esthétique des logements sociaux des années soixante, en remplaçant les anciens interrupteurs par des plaques collées à la hâte, et en laissant en l'état diverses installations endommagées. Alors que les habitants appréciaient justement que leurs appartements ne ressemblent pas à cette image négative, on est venu leur rappeler que ces appartements ne leur appartiennent pas et qu'il ne s'agit, somme toute, que de « logements HLM ».

II.B.3. Les perspectives : des espaces de recherche et d'intervention

Mes espoirs portent sur la perspective d'engager de nouveaux projets, au sein des *Fabriques de sociologie dyonisiennes* (cf. ci-dessus, p. 511) impliquant des chercheurs, des militants associatifs et des artistes, à l'échelle du quartier, et plus largement. Cette perspective pourrait me procurer le cadre collectif qui m'est indispensable, pour poursuivre à la fois la voie de mes engagements et celle de mes travaux de recherche.

1) Accéder aux paroles inaudibles

Envisager des moyens d'action exige de concevoir et d'expérimenter des dispositifs réfléchis, audacieux, de créer des espaces de réflexion collective, et des espaces dans lesquels les expressions « populaires » soient autorisées, sinon recommandées. Comme indiqué ci-dessus (p. 540), les réunions publiques excluent généralement certaines formes de parole, mais j'ai eu l'occasion de me rendre compte que cela

était également le cas au cours des réunions organisées par des associations de quartier. C'est une des expériences des « ateliers de sociologie » des *Fabriques dyonisiennes*, qui m'a permis d'en prendre conscience [Bodineau, 2013, p. 52].

Cet atelier, organisé en janvier 2013, auquel s'étaient joints quelques chercheurs participants du séminaire des *Fabriques*⁵⁸⁰, avait été consacré à une discussion autour de l'expérience de deux membres d'une association d'habitants, qui venaient d'organiser une fête à l'occasion du démarrage des travaux de rénovation de leur immeuble. J'indiquais à son sujet :

Dès la fin de la séance, les commentaires ont été enthousiastes. Chacun a apprécié ces quelques heures, durant lesquelles la parole a pu s'élaborer lentement, et bénéficier d'une véritable écoute. J'ai pu entendre, au cours de cette séance, des propos que je n'avais jamais entendus de la part de personnes avec qui j'échange pourtant depuis longtemps. J'ai fait part à Brigitte, en particulier, du plaisir que j'ai eu à l'écouter. Avec le langage direct qui est le sien (j'ai mentionné plus haut le peu d'intérêt qu'elle accorde « aux grands mots » et autre « blabla »), elle a livré son analyse d'une manière qui n'avait rien à envier à des formes d'expression plus convenues. La formule : « ça n'est pas une fête, c'est une défaite » qu'elle a prononcée au détour d'une phrase, et qui restera dans les souvenirs, dit bien « ce qu'elle veut dire » avec une force toute particulière.

Cela confirme pour moi la nécessité d'ouvrir des espaces comme celui-là, capables de s'affranchir de la domination de certaines formes de langage, et de laisser place à des paroles qui sont ailleurs inaudibles, ou qui renoncent même à s'exprimer. Nous avons absolument besoin de ces paroles pour poursuivre nos tentatives de « combler le décalage » [p. 54].

2) Comblent les « décalages »

Les discussions ont en effet abordé la question du « décalage » existant entre les acteurs associatifs, leurs divers interlocuteurs d'une part, et les habitants d'autre part. Les participants constataient que leurs rapports privilégiés avec les différents acteurs institutionnels et leur souhait de conserver des relations constructives pouvaient les inciter à s'éloigner du point de vue des habitants qu'ils étaient censés représenter

⁵⁸⁰ Pascal Nicolas-Le Strat était accompagné de Pierre Alain Guyot, docteur en sciences de l'éducation membre de l'équipe de Montpellier. J'avais également sollicité Pierre Quettier.

[p. 53]. J'avais également observé, pour ma part, au cours du projet « *Dédaldilo* », que la position de « militant de service » créait une certaine distance dans la relation avec les habitants, et que ce sont les membres de l'équipe les moins « en vue » qui avaient su entrer en contact avec les habitants et recruter les participants aux activités proposées :

Le fait de rester « dans l'ombre », de ne pas bénéficier d'un « statut » particulier, est peut-être justement ce qui permet aux habitants de les considérer comme étant « des leurs ». Alors que pour les militants plus en vue, la distance reste difficile à franchir. À cette différence de position s'ajoute évidemment la situation dans la hiérarchie sociale. Les membres de notre groupe [des *Fabriques dyonisiennes*], qui ont fondé et portent les associations, sont le plus souvent issus des « classes moyennes », très représentées dans la population du quartier au moment de sa construction dans les années 85, et aujourd'hui minoritaires. Éviter cette uniformité, au sein des associations, n'est pas chose facile. Cela nécessite de rompre avec les habitudes de fonctionnement, les modes de pensée et de relation [p. 51].

3) La bottega, l'atelier de l'artiste ou du sociologue

Dans un texte, cité dans *Chroniques des Fabriques* [Bodineau, 2013, p. 15], Toni Negri et Judith Revel affirment : « nous voulons des *botteghe* »⁵⁸¹ :

Les Italiens ont longtemps eu un joli mot pour désigner l'endroit où travaillaient les peintres : la bottega. La bottega, c'était tout à la fois la boutique, l'atelier, le laboratoire, le lieu de toutes les expérimentations — et c'était un lieu collectif, où se croisaient, en cohabitant et en collaborant ensemble, les maestri et leurs disciples, les apprentis, les visiteurs, les commanditaires, les enfants du voisinage et les chiens de la maisonnée. La bottega, c'est en réalité ce qui, jusqu'aux premières lueurs de la modernité, a continué à apparenter les artisans et les artistes : l'idée que rien n'existe dans l'art qui ne soit produit par un savant mélange de manualité et d'inspiration, [...] ; qu'il n'existe pas d'invention qui ne soit avant toute chose travail sur la matière, et que c'est précisément dans cette matérialité-là que s'ancrent tous les imaginaires et toutes les inventions [...].

⁵⁸¹ « La bottega », *Paroles données*, programme de la saison 2010-11 du Théâtre Gérard Philipe (TGP) de Saint-Denis.

On a voulu nous faire croire qu'il fallait défendre l'art des trivialités qui le menaçaient : surtout, ne jamais parler des cuisines, des recettes, des processus de fabrication d'une œuvre d'art ; [...]

Nous voulons à nouveau des *botteghe* : des lieux ouverts où tous pourraient entrer, où les gestes artistiques seraient visibles de tous, où l'élaboration serait à nouveau collective, où il s'agirait à la fois d'apprentissage, de partage, d'invention et production, de circulation et d'échange.

J'affirme à mon tour, qu'il nous faut des *botteghe* pour que la sociologie tienne boutique, qu'elle ouvre ses ateliers sur les espaces de vie des quartiers des banlieues et qu'elle y accueille leurs habitants.

II.C - Les dispositifs de recherche-action-création (2013-16)

L'Université de Paris 8 est à l'initiative, avec différents partenaires et établissements universitaires⁵⁸², du dispositif « CréaTIC », projet élaboré en réponse à l'appel aux Initiatives d'Excellence en Formations Innovantes (Idefi). Les ateliers-laboratoires, mis en place à l'automne 2013, portés par différentes formations de Master des Universités partenaires, ont pour but de produire des « œuvres collectives de recherche/action/création »⁵⁸³. Ces productions techniques ou artistiques sont exposées et valorisées au travers de publications, via Internet et les réseaux sociaux, et au travers de manifestations organisées avec les différents partenaires. Des financements sont apportés, notamment pour l'acquisition de matériel, et le recrutement d'intervenants professionnels.

Le Master EFIS (Education, formation, intervention sociale)⁵⁸⁴ du département des sciences de l'éducation de Paris 8, porté par l'équipe du Laboratoire *Expérice*, s'est associé au dispositif dès sa mise en place. Intégrant un poste d'ATER (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche), que j'ai occupé durant les deux années universitaires 2013-2015, j'ai en effet élaboré un projet d'atelier, basé sur les

⁵⁸² Dont la MSH Paris Nord (Maison des sciences de l'Homme) et l'Université Paris Ouest Nanterre.

⁵⁸³ Cf. : <http://idefi-creatic.net/fr/creatic/> et <http://idefi-creatic.net/fr/ateliers-laboratoires/>

⁵⁸⁴ Aujourd'hui : Master « Sciences de l'éducation », parcours : « Education tout au long de la vie ».

expériences antérieures de formation-action initiées par Patrice Ville, consistant à réaliser des enquêtes en situation de commande réelle⁵⁸⁵.

Portant sur le thème : « Art et intervention sociale : les artistes dans la Cité », l'enquête a été réalisée sur commande des artistes membres des *Fabriques de sociologie* de Saint-Denis (cf. ci-dessus, p. 43). Elle a donné lieu à une restitution publique en février 2014. Au cours de la seconde édition, les étudiants et les artistes ont collaboré à la restitution des résultats de l'enquête, sous la forme d'une présentation théâtrale. Intitulée « *Divagations sociologiques et poétiques* », la représentation a eu lieu en janvier 2015, à *La Belle Etoile*, salle de spectacle du quartier de *La Plaine-Saint-Denis*. J'ai animé les deux éditions de l'atelier en collaboration avec Eric Plaine, socianalyste.

Au cours des deux éditions suivantes – auxquelles j'ai collaboré en tant qu'intervenante professionnelle, avec Pascal Nicolas-Le Strat et Valentin Schaepelynck – l'atelier a porté sur le thème de « L'ancrage dans le territoire, des acteurs institutionnels ». Une recherche-intervention a été menée dans le quartier de *La Plaine*, sur la commande d'Alain Bertho, directeur de la MSH Paris-Nord. L'objectif était d'organiser une manifestation publique en collaboration avec des acteurs associatifs du quartier. Ces journées se sont déroulées en janvier 2016 et 2017, dans la même salle de spectacle, dirigée par les artistes de la Compagnie *Jolie Môme*.

Les comptes rendus et bilans pédagogiques, des deux premières éditions des ateliers, ont fait l'objets de publications [cf. Bodineau, 2015 et 2016-b], accessible s sur le site Idéfi-CréaTIC⁵⁸⁶. J'en livre ici quelques extraits récapitulant les principales « leçons » tirées de ces passionnantes expériences.

1) Leçon n°1 : le terrain ne se plie pas aux dispositifs des chercheurs

Atelier 2013-2014 : enquête « *Art et intervention sociale : les artistes dans la Cité* » :

⁵⁸⁵ Le projet a été élaboré en collaboration avec Jean-Louis Le Grand, responsable du Master, et Pierre Quettier, membre de l'équipe dirigeante du dispositif « CréaTIC » à cette période.

⁵⁸⁶ La bilan de l'édition 2015-2016 est en cours de publication. Le texte original est accessible en ligne, ains que le texte détaillé du bilan de l'édition 2013-2014, qui ne figure pas dans la version publiée [cf. Bodineau, 2016-a et 2014].

La première étape de l'enquête est constituée par l'interview des commanditaires, qui permet de déterminer la question qui sera posée aux personnes auditées. Le groupe reçoit, le 13 novembre 2013, Henri Bokilo, artiste plasticien qui représente le collectif des *Fabriques*. Cette séance constitue certainement l'expérience la plus marquante de l'atelier, parce que l'interview ne se déroule pas comme prévu, elle « s'enlise » et tourne court. Nous nous trouvons donc confrontés, dès les premiers jours, à « l'épreuve du réel ». Nous tirerons de cet incident plusieurs leçons fort instructives.

Il nous a rappelé que le terrain ne se « plie » pas aux dispositifs des chercheurs, et que la situation de commande réelle ne tolère pas les agencements artificiels. Selon les témoignages des étudiants, ce « ratage » qui venait perturber le « programme » a eu des conséquences très positives sur le plan de leur investissement dans le projet. « La prof » n'avait pas de solution prête à l'emploi, il fallait prendre en main la situation collectivement [Bodineau, 2014, p. 6].

2) Leçon n°2 : faire face au dérangement et au non savoir

Atelier 2014-2015 – Restitution artistique « *Divagations sociologiques et poétiques* » :

Des questions, faisant débat entre les artistes et les sociologues, se sont posées tout au long des séances [...]. Les premiers posaient l'exigence d'une qualité artistique et poétique du rendu final, et les seconds défendaient l'objectif de la restitution des résultats sociologiques. La question de savoir, si l'on présenterait plutôt une conférence sociologique ou plutôt un spectacle, soulevait des polémiques au point que des tensions sont apparues au sein de l'équipe [...].

C'est en mettant en pratique les principes de l'« intervention socianalytique », que nous sommes parvenus à « retourner » la situation et à transformer les difficultés en ressources pour le travail. Ces principes consistent à considérer les difficultés qui surviennent, non pas comme des anomalies, mais comme des « analyseurs » de la situation sociale constituée par l'activité en cours. [Etant révélés, ils permettent aux participants] d'appréhender la globalité de la situation et de se situer, de manière réflexive, en tension entre les enjeux individuels et ceux de l'entreprise commune. Nous avons pu ainsi réaliser que se jouaient, au sein de notre groupe, les questions révélées par les résultats de l'enquête, en particulier celle de « la place » de chacun [...].

L'objet de notre présentation s'est ainsi déplacé, celui-ci n'étant plus formé par la restitution des résultats de l'enquête, mais par la restitution de l'expérience que nous étions en train de vivre. Les objectifs de l'atelier ont également subi un déplacement : l'attention étant centrée, non plus sur la mise en œuvre du travail commun (niveau 1), mais sur les conditions de réalisation de ce travail lui-même (niveau 2). Cette expérience a montré que la capacité à intervenir au second niveau est une condition nécessaire [...] à l'aboutissement de l'activité située au premier niveau. L'atelier permet également de conclure que la rencontre entre les approches sociologiques et artistiques, la confrontation entre les divers attendus, pratiques et formes d'expression, impose à chacun un « déplacement » et un « dérangement » perturbants, mais extrêmement constructif [Bodineau, 2016-b, p. 96-97].

3) Leçon n°3 : la faiblesse du dispositif comme espace du possible

Atelier 2015-2016 – Recherche-intervention : « *L'ancrage dans le territoire, des acteurs institutionnels* » :

Le temps imparti ne nous avait pas permis de préparer soigneusement le contenu des activités de l'après-midi. Les ateliers devaient donc se mettre en place de façon relativement improvisée. Nous avons constaté que la « faiblesse » de notre dispositif s'est révélée, au final, un atout important. Celle-ci a permis à nos partenaires associatifs de trouver toute leur place, et donné aux étudiants l'occasion de s'impliquer librement et de gérer « en situation » (selon leur témoignage). Les enseignants, attentifs et prêts à intervenir en cas de besoin, n'ont pas eu à le faire. L'attention portée, à l'accueil de chaque personne entrant dans le lieu, a été bénéfique. Les rencontres ont été très positives. Les personnes présentes ont été sensibles à l'intérêt manifesté à l'égard de la vie et l'histoire de leur quartier, et également à cette occasion de rencontre avec des étudiants. Ils se sont dits heureux, notamment les plus âgés, de cet échange entre les générations.

La teneur de cette édition, ainsi que l'expérience acquise au cours des éditions précédentes, nous a permis d'envisager notre présence dans le quartier de manière extrêmement ouverte, et de renoncer à l'appui sécurisant d'outils méthodologiques préalablement établis. Ces options ont été déroutantes pour les étudiants, au début de l'atelier. Mais cette année encore, ils se sont progressivement engagés dans l'entreprise, les plus aventureux communiquant aux autres leur enthousiasme [Bodineau, 2016-a, p. 5].

4) Leçon n°4 : les maîtres ignorants le sont vraiment

Atelier 2016-2017 – Recherche-intervention : « *L'ancrage dans le territoire, des acteurs institutionnels* » - Deuxième édition.

Dans l'attente de la rédaction du bilan de cette dernière édition, je rapporte ici l'un de ses éléments marquants.

Quelques étudiants ont interpellé les enseignants, en leur reprochant de les « envoyer sur le terrain » sans préparation, et en les suspectant de dissimuler volontairement leur savoir. Les arguments des enseignants affirmant qu'ils ne savaient vraiment pas, en amont, ce qu'il convenait de faire et de quelle manière, ne les ont guère convaincus. La réalisation de la journée de restitution leur a permis, semble-t-il, de se rendre compte qu'ils avaient été plus inventifs qu'ils ne l'auraient été en suivant des recommandations méthodologiques.